

# TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

**SOCIALISTE**

UNIFIE

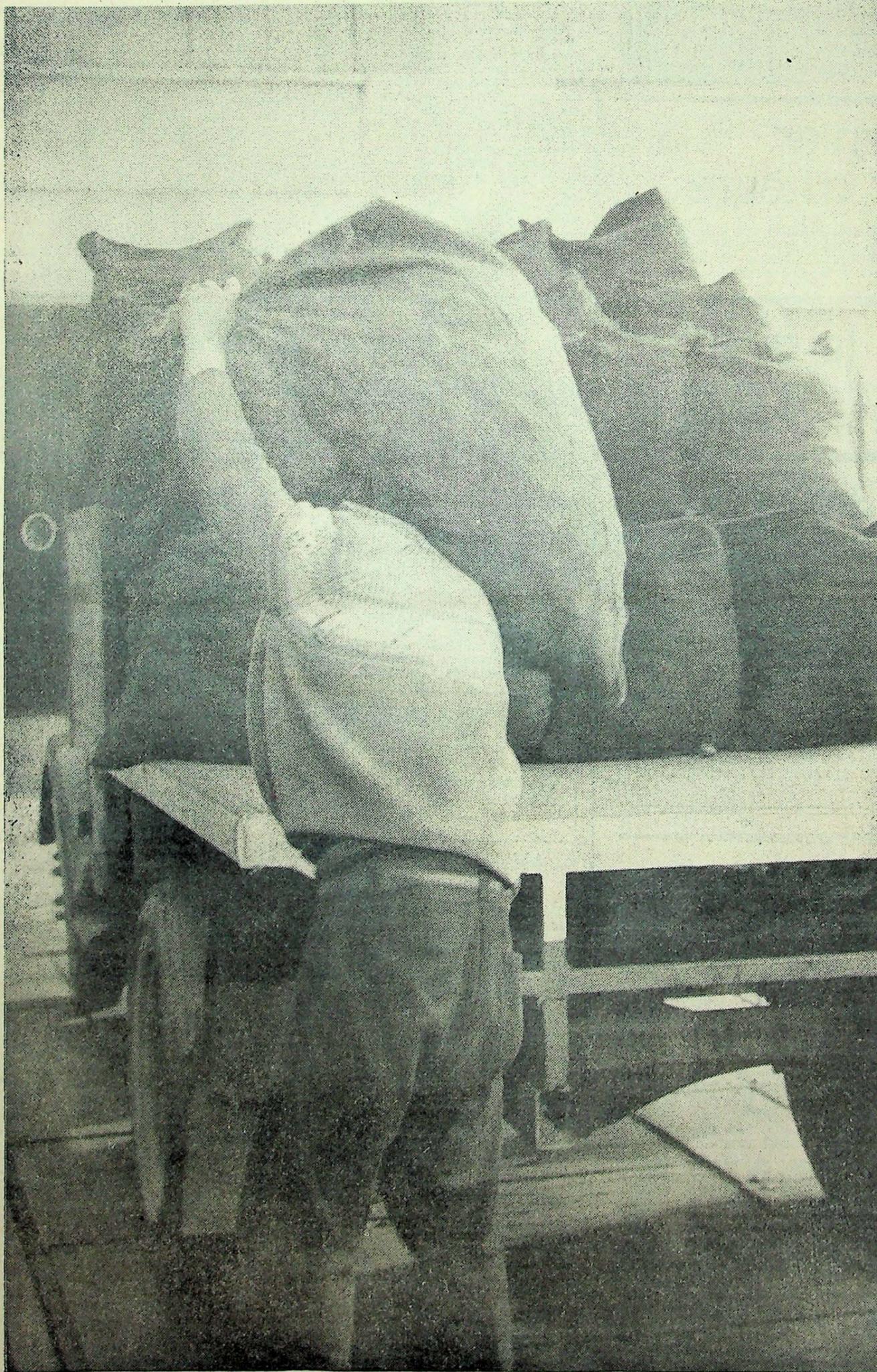
PRIX : 60 centimes

N° 173. — 14 DECEMBRE 1963

La préoccupation  
du jour...

C  
H  
A  
R  
B  
O  
N

*Lire pages*  
6 et 7



(Photo Elie Kagan.)

# julliard

Anne  
Philippe

## Le temps d'un soupir

"Lisez ce récit. Relisez-le. Regardez-vous enfin, tels que vous êtes, dans ce miroir que vous tend le courage." (François NOURISSIER)

"Un livre impérissable." (Maurice NADEAU)

"Cette admirable méditation sur l'amour et la mort est écrite dans une langue d'une pureté merveilleuse." (Roger GIRON)

8,40 F

ALBERT-PAUL  
LENTIN

## le dernier quart d'heure

"LE DERNIER QUART D'HEURE est le journal d'un témoin actif qui croyait à une juste cause et la défendait de toutes ses forces et de tout son talent." (Claude ESTIER, Libération) 17,60 F

SUSO CECCHI  
D'AMICO

## le film le guépard

Le texte intégral du scénario du GUEPARD, une étude critique sur le film, un entretien entre Luchino Visconti et Antonello Trombadori, et un choix important des plus belles photos du film. 16,50 F

DANIEL CAMUS

## Dien Bien Phu

Daniel Camus, photographe de Paris-Match pendant la bataille de Dien Bien Phu, a réuni en un album les photos les plus pathétiques du combat, légendées par Jules Roy. 18 F

FRANCISCA  
SAGANA

## TRISTITIA SALVE

La traduction la plus inattendue de BONJOUR TRISTESSE, celle du professeur Alexandro Leonardo en latin. 12 F

CERCLE

"LES VOIES  
DU SOCIALISME"

## pour un front des travailleurs

"D'où vient le gaullisme ? Quelle est sa nature ? Par quoi le remplacer ? A ces questions, un groupe de militants communistes, syndicalistes, marxistes esquisse des éléments de réponse... leur thèse mérite d'être connue." (L'Express) 9,90 F

# PRIX GONCOURT

## ARMAND LANOUX

### quand la mer se retire

(abo)

12 F

## Un préalable à la chute du gaullisme:

### LA VOLONTÉ D'ACTION SOCIALISTE

L'APPEL lancé par notre parti la semaine dernière, proposant à quatorze organisations la discussion d'une stratégie d'alternative socialiste au gaullisme, a eu un large écho.

Plusieurs des organisations auxquelles nous nous sommes adressés ont déjà accepté d'ouvrir un débat, et nous nous proposons, en tenant compte des suggestions faites de part et d'autre, de l'organiser sans délai.

Divers journaux ont souligné l'intérêt de l'idée d'un contre-plan, qui doit signifier la volonté d'opposer aux entreprises sociales du gaullisme un mouvement qui finisse par renverser le régime lui-même. Toutefois, l'Humanité s'est refusée à comprendre l'esprit de cet appel. Le 5 décembre, l'organe du parti communiste admet que notre appel comporte « des réformes économiques, politiques et sociales rejoignant celles avancées par notre parti et la S.F.I.O. » Mais, ajoute-t-elle, cet appel « est étrangement discret sur les moyens à mettre en œuvre pour abattre au plus tôt le régime actuel et lui substituer une démocratie réelle. Le préalable de la chute du gaullisme n'est pas posé. »

La rédaction de l'Humanité n'a pas dû lire notre appel de bien près. Le préalable de la chute du gaullisme, c'est selon nous l'action des masses populaires pour un objectif socialiste. C'est la constitution d'un Front so-

cialiste, scellée par un pacte, qui lance dans le pays une agitation en faveur d'un changement total de politique.

La chute du gaullisme ne sera pas l'effet d'un appel à la « restauration », à l'addition des programmes de partis et organisations socialistes, ouvrières, et des ambitions de partis bourgeois discrédités. Elle ne résultera pas d'un « cartel des non », comme la S.F.I.O. l'a maintenant reconnu. Autrement dit, la « démocratie réelle » qu'il faut opposer au gaullisme, c'est le socialisme, qui est l'affaire des masses travailleuses.

Il ne suffit donc pas de s'accorder sur un catalogue de « réformes », simples têtes de chapitre sur lesquelles tout le monde se met d'accord du bout des lèvres.

Il faut mettre au point une stratégie d'ensemble pour un programme de transition au socialisme. C'est justement sur ce point que le parti communiste est « étrangement discret ». C'est justement sur ce point que nous souhaitons discuter en commun et élaborer les méthodes et principes d'action, seuls susceptibles de faire échec au gaullisme.

En dépit de ses critiques, d'ailleurs, le parti communiste nous a indiqué son désir de procéder avec le P.S.U., comme avec d'autres, aux confrontations nécessaires. C'est pour nous l'essentiel, et nous nous en félicitons.

P. Naville.

## Motion présentée par la fédération du Haut-Rhin au dernier Congrès du P.S.U.

Le Congrès du P.S.U. constate avec stupéfaction et aussi avec indignation que dans la République fédérale allemande les antifascistes qui dénoncent les crimes nazis et leurs auteurs ou complices sont poursuivis, ce qui est un comble, devant les tribunaux allemands parce que ces antifascistes stigmatisent comme il convient les responsables des horreurs nazies.

C'est ainsi que le citoyen Knorr Lorenz, de Francfort-sur-le-Main, un des trois membres du Directoire de l'Union allemande pour la Paix (D.

F.U.), victime lui-même du fascisme et invalide de guerre à 80 p. 100, est cité devant les tribunaux de Solingen et de Wuppertal, parce qu'au cours d'une réunion électorale dans laquelle les jeunes se trouvaient en majorité, Knorr souligna le fait, bien connu de tous, que les généraux d'Hitler : Speidel, Heusinger et Foertsch, occupaient des postes de commandement tant à l'O.T.A.N. que dans l'armée fédérale allemande, alors que :

1) le général d'Hitler, Speidel, a fait fusiller de très nombreux otages français ;

2) les généraux d'Hitler, Heusinger et Foertsch ont fait exécuter à la lettre les directives sauvages d'Hitler, contrairement aux droits des gens.

Le peuple français qui désire la réconciliation avec le peuple allemand ne comprendrait pas une condamnation de Knorr tandis que les généraux d'Hitler jouissent de l'impunité.

Le Congrès demande donc l'acquiescement pur et simple de Knorr Lorenz, l'assurance de son ardente sympathie et de sa totale solidarité antifasciste.

Cette résolution a été adressée à Lorenz Knorr et à l'ambassade allemande à Paris.

Cette motion a été adoptée à l'unanimité par le Congrès P.S.U.

### TRÉSORERIE DU P.S.U.

Les versements à la trésorerie du parti doivent être désormais adressés au C.C.P. suivant :

P.S.U. — N° 14.020.44

### Mézières : Contre la force de frappe

Répondant à l'appel du Comité temporaire ardennais contre la force de frappe — qui groupe 22 organisations — plus de mille manifestants venus de tous les coins du département se massaient dimanche 24 novembre dès 10 heures 30 devant l'Hôtel de ville de Mézières.

Au nom du Comité, Husson, secrétaire départemental de la F.E.N. donna lecture du manifeste national précisant les buts de ce rassemblement.

Après avoir longuement applaudi cette déclaration, les manifestants adoptèrent à l'unanimité la résolution qui dit notamment :

« Un millier de Françaises et Français réunis à Mézières, le 24 novembre 1963, approuvent sans réserves le Manifeste du Comité Temporaire contre la force de frappe et pour le désarmement général.

« Résolus à faire triompher la volonté pacifique de la France, ils s'engagent solennellement à rester unis.

« Contre la force de frappe.

« Pour l'adhésion de la France au Traité sur l'arrêt des essais nucléaires.

« Pour le désarmement général. »

### Réunion à Creil

Jeudi 5 décembre a eu lieu à Creil, à la Maison des Syndicats, une réunion autour de Tanguy-Prigent, groupant 80 personnes, dont de nombreux syndicalistes. Le député du Finistère y a développé la politique du P.S.U.

### Le billet de Jean BINOT

#### Tout vient à point...

Comme le veut la nature des choses, c'est à l'Education Nationale que la gaullarchie va s'illustrer de façon la plus achevée : un ministre, qui est une espèce de sous-général, sans le képi toutefois ; un secrétaire général omnipotent, investi de tous les pouvoirs, y compris celui de lire le courrier d'autrui ; des directeurs, généraux ou non, réduits à l'état de chétives créatures auxquelles l'Excellence accorde moins d'attention qu'un chef de service bien élevé ne témoigne d'égards à son garçon de bureau — c'est ça, le nouveau régime.

On n'ignorait point le sentiment du monarque à l'endroit de l'Université, de l'enseignement public et de ses maîtres ; on sait à présent que tous, enseignants et administrateurs, y sont des suspects, comme le voulait la nature des choses, déjà, au temps de Vichy.

# CONFRONTATION SUR LE SOCIALISME

**J**EAN VERLHAC indiquait dans l'éditorial du dernier numéro de Tribune Socialiste que le Bureau national du parti avait mandaté une délégation à la réunion organisée par la S.F.I.O., les 7 et 8 décembre, en vue de préparer des colloques socialistes. Il précisait dans quel esprit les membres du P.S.U. entendaient y participer et rappelait, qu'à nos yeux, cette réunion ne préfigurerait aucun regroupement partiel de la gauche. Notre parti restant fidèle aux décisions de son congrès, et ayant, par son appel aux organisations, bien précisé sa volonté de discuter avec toutes, des propositions d'actions communes dans le cadre de la politique de Front socialiste.

Cette position était claire. La lecture des interventions de nos camarades présents à ce colloque montre qu'ils l'ont exprimée avec précision.

Le parti se doit, partout où un contact avec d'autres organisations socialistes est possible, de venir exposer nos idées et rappeler nos propositions en les explicitant. Il nous faut être présents lorsque des socialistes se réunissent dans le but de voir ce

qu'ils peuvent avoir de commun entre eux. Nous pouvons, gardant notre originalité propre, étudier avec d'autres camarades socialistes la nature des problèmes qui se posent au monde ouvrier et exposer les réponses que nous pensons être les meilleures.

Ces colloques ne remplacent en rien les discussions et contacts que nous proposons pour définir une politique générale de Front socialiste et discuter de son point d'application actuel : le contre-plan. Ils les préparent ou les précisent et les militants délégués peuvent, revenant devant leur parti, l'en informer et lui permettre ainsi d'en discuter et de prendre les décisions nécessaires à la poursuite de notre politique.

Et lorsque, au cours de ces colloques, nous rencontrons des représentants de partis ou syndicats auxquels nous avons offert des contacts plus directs, nous leur précisons bien que cet échange de vues ne dispense nullement leurs organisations de répondre à nos propositions politiques.

C'est ainsi que, cette semaine, le Bureau national du parti aura des entretiens, non

seulement avec la direction nationale du parti communiste français, mais aussi avec les délégués confédéraux de la C.G.T.

Une chose est à noter : la référence au « contre-plan » du P.S.U. faite, à plusieurs reprises, en termes très favorables par les représentants politiques et syndicalistes présents au colloque, est la preuve que les décisions de notre congrès ont été appréciées. Partis et syndicats se méfiant, en effet, par-dessus tout des formulations trop rapides ou peu réalistes qui, sous le vocable de « l'unité à tout prix », leur proposent le choix entre tout ou rien.

Le fait que, comme nous le souhaitons, cette réunion préparatoire se soit terminée sans qu'aucun organisme permanent n'ait été constitué, laisse donc à notre parti toute sa liberté d'appréciation.

Tout cela devait être dit afin de permettre, dans le même état d'esprit, le développement de confrontations qui ne peuvent que montrer la nécessité d'exclure tout retour au passé, à ses hommes et à ses méthodes, en précisant les conditions d'une véritable marche au socialisme.

Harris Puisais.

## INTERVENTIONS DES DÉLÉGUÉS DU P.S.U. A LA RÉUNION PRÉPARATOIRE DES COLLOQUES SOCIALISTES

**Serge Mallet**

La S.F.I.O. et le P.C. se sont avérés incapables de poser en termes concrets le problème du socialisme face à notre époque.

L'unité peut se réaliser si on dépasse les insuffisances des anciennes formations.

Il faut trouver une réponse à la question : qu'est-ce que le socialisme ?

Le thème des nationalisations n'est plus dynamique.

L'Etat est devenu le principal patron du pays.

Aujourd'hui, les problèmes du socialisme sont ceux de la responsabilité de la gestion économique par les producteurs eux-mêmes.

Nous ne sommes plus au stade du réformisme social. Le néo-capitalisme organisé peut assumer cette tâche. C'est la gestion qui est demandée (les étudiants demandent la gestion de l'Université, les paysans la prise en main des instruments de production et de distribution).

Le socialisme, aujourd'hui, c'est la planification plus l'autogestion. Le gaullisme n'est qu'une force politique passagère. Il faut l'attaquer sur ce qu'il est. La réponse est socialiste.

Nous le savons. Les masses ne le savent pas encore. Il y a une réponse socialiste aux problèmes économiques. Le socialisme doit avoir une dynamique supérieure au capitalisme moderne.

Si nous posons le problème des rapports avec le P.C. sur la seule base électorale, nous n'arriverons à aucun résultat, ce sera la création d'un nouveau Front populaire qui disparaîtra aussitôt les élections terminées.

Au contraire, si nous posons la question dans le pays, à la base nous l'amènerons à évoluer. Les positions dogmatiques du P.C. français en font un parti communiste isolé en Europe occidentale.

Si nous abordons les problèmes de fond du passage au socialisme dans un pays développé, le P.C. sera amené à en discuter, à abandonner ses thèses opportunistes, le dialogue sera commencé.

**Marcel Debarge**

Les revendications ouvrières demeurent. Si certaines revendications élémentaires sont réalisées, elles sont insuffisantes, de grands progrès sont à faire. Trop de bas salaires existent encore, et même la question d'un pouvoir d'achat réel demeure. De plus, il reste toute la marge des besoins de vie de notre époque.

Le mouvement socialiste c'est de lutter d'abord pour la suppression des bas salaires.

Tout homme qui ne gagne pas de quoi vivre n'aborde pas la lutte idéologique de façon suffisante.

La classe ouvrière est diversifiée. Les techniques nouvelles ont créé des emplois nouveaux. Le gouvernement

a joué un jeu de divisions catégorielles et il se sert de leur existence pour les opposer.

Il faudra poser, dans un autre colloque, le problème de l'unification syndicale et non celui de la réunification. Le mouvement socialiste est directement concerné par cette unification.

**Gilles Martinet**

Pour que cette réunion préparatoire puisse réussir, c'est-à-dire pour qu'elle donne effectivement naissance à une série de colloques, il faut que nous commencions par prendre nettement conscience à la fois de nos possibilités et de nos limites.

Les possibilités résultent de l'évolution de la situation politique française depuis un an. L'opposition au régime s'est renforcée et élargie. Il est capital que des hommes de gauche aient renoncé à l'illusion — que nous avons pour notre part combattue dès 1958 — selon laquelle différentes possibilités allaient s'offrir à l'intérieur du régime. Tout le monde voit bien aujourd'hui qu'une solution de gauche n'est concevable qu'en dehors du régime et qu'en luttant pour une telle solution nous posons en premier lieu le problème du renversement des institutions et de la succession du gaullisme.

Pour obtenir ce changement politique, l'unité est nécessaire. Aussi nous nous réjouissons des progrès qui ont été réalisés sur cette voie. Mais nous sommes bien obligés de constater que les bases de l'unité sont encore limitées, étroites, médiocres. On ne peut se battre indéfiniment sur un catalogue de mesures défensives et de projets bâclés. Il faut définir le véritable terme d'une alternative et celui-ci ne peut-être, à nos yeux, que socialiste.

C'est parce que nous croyons que cette idée est désormais acceptée par beaucoup que nous jugeons utile et nécessaire une confrontation sur le thème de l'alternative. Lorsque la confrontation aura eu lieu, les organisations en tireront les conclusions qu'elles estimeront les meilleures. Nous n'avons pas, en tout cas, à le faire à leur place. Nous touchons ici aux limites dont je parlais au début de cette intervention.

Je comprends que certains puissent souhaiter des prises de position sur des questions immédiates. Mais il faut être très net. Ces prises de position ne relèvent que des organismes responsables des différents partis, syndicats ou mouvements auxquels nous appartenons. Tout ce qui, en revanche, touche aux problèmes de fond et non plus à la tactique doit être discuté dans le cadre de ces colloques.

Je trouve très significatif et très important que ceux-ci ne réunissent pas seulement des membres de partis politiques mais des syndicalistes, des

représentants de différents comités ou clubs. Le Front qui doit être opposé au gaullisme ne peut plus être conçu d'une manière traditionnelle. Il doit englober une multitude d'éléments qui auraient été jadis tenus à l'écart.

Cette confrontation que nous ferons ensemble, elle n'est pas seulement valable pour nous mais pour toute la gauche. Je pense notamment à cette réalité que constitue le parti communiste. Certains veulent traiter la question sous le seul angle tactique : comment faire pour bénéficier au moindre prix des voix communistes ? Je ne suis pas d'accord avec cette façon de voir les choses. Il faut aussi aller au fond du problème. La scission de 1920 est loin derrière nous. Pensons à ce que, compte tenu de l'évolution du mouvement communiste, il sera possible de faire demain.

Brutelle à dit que nous devons discuter de l'idéologie et je n'y suis pas hostile. Mais il évoqué, à propos de cette discussion, « le dialogue entre les socialistes et les chrétiens ». Je crois qu'il faut faire très attention sur ce point. Il n'y a pas pour moi des socialistes et des chrétiens : il y a des socialistes et des non-socialistes. Les formations socialistes d'organisation ne peuvent plus relever d'une philosophie nettement déterminée et proclamée. Je dis cela d'autant plus librement que je suis moi-même comme vous le savez, un marxiste.

Un dernier mot : je souhaite que dans la discussion de l'alternative socialiste, discussion qui doit être au centre de nos préoccupations, nous nous débarrassions de la vieille distinction entre programme minimum et programme maximum et que nous présentions cette « alternative » comme l'ensemble des réponses que le socialisme apporte aux grands problèmes contemporains, étant donné que ces réponses doivent elles-mêmes permettre de guider dès maintenant son action. D'où l'importance du contre-plan. D'où l'importance aussi de la contestation des structures autoritaires et technocratiques du régime. Il est indispensable que nous fassions apparaître le socialisme comme la véritable solution démocratique aux problèmes de notre temps.

En réponse à l'intervention de François Mitterrand :

Je n'accepte pas cette mise en discussion des problèmes « circonstanciels » que demande François Mitterrand. Cela reviendrait à faire de cette assemblée le comité directeur d'une sorte de super-parti. Ce qui ne générerait sans doute pas ceux qui n'appartiennent à aucune organisation. Mais ce qui n'est pas admissible pour les membres des partis et, probablement aussi, des syndicats. Je répète : nous ne pouvons que discuter des problèmes de fond, que confronter nos vues sur l'alternative socialiste.

**Pierre NAVILLE**

Le régime gaulliste peut survivre à de Gaulle si nous ne créons pas les conditions de l'alternative. C'est ce qui se produira si nous n'intervenons pas à temps, si nous n'entraînons pas toute la masse travailleuse. C'est pour cela qu'il faut étudier les rapports avec le P.C. et avec la C.G.T. Ces rapports et contacts doivent avoir lieu en même temps que nous dialoguons avec les autres forces socialistes. Ces contacts multilatéraux sont nécessaires si l'on veut faire progresser l'idée de l'unité socialiste, d'une unité réelle, complète. La S.F.I.O. semble s'engager, elle aussi, dans cette voie. Du reste, c'est ce que fait Guy Mollet quand il s'adresse au P.C. dans Libération, ou quand il va à Moscou. C'est ce que la S.F.I.O. et nous-mêmes faisons lorsque nous discutons avec le P.C. en prévision des élections municipales et cantonales.

L'essentiel est alors de savoir quel genre d'action doit être menée en commun, quels objectifs nous visons comme socialistes.

Nous ne pouvons donc pas prendre d'abord des engagements entre partis non communistes, puis ensuite discuter avec le P.C. Ce serait une mauvaise méthode. La discussion doit être simultanée. Les actions à la base déjà engagées amorcent ces contacts avec tous les partis socialistes. Au fond, nos discussions doivent tout simplement se porter au niveau des débats qui ont déjà lieu dans l'action, parmi les membres de tous les partis, les jeunes, les étudiants.

Il se peut que la direction du P.C. ne souhaite pas l'alternative socialiste, mais pour le savoir il faut discuter avec lui et lui proposer nos conceptions. C'est ce que le P.S.U. vient de faire avec son appel envoyé à quatorze organisations.

Tenons aussi grand compte de l'opinion des syndicats. Les partis politiques ont une manière particulière d'aborder les problèmes idéologiques que n'ont pas les syndicats. Ce ne doit pas être une raison pour empêcher ceux-ci d'y participer. Au contraire. Le Front socialiste doit comprendre les syndicats, avec leurs préoccupations, car c'est un front de lutte, non un pré-gouvernement.

Le P.S.U. a réglé le problème des rapports socialistes-catholiques et des relations partis-syndicats. Mais d'autres organisations ont besoin de réévaluer leur attitude. Il faut leur donner l'occasion de le faire pendant ces colloques.

Ces colloques sont l'occasion de confronter les conceptions de plusieurs courants ouvriers et socialistes, non d'organiser l'action et la tactique. Les propositions que nous avons faites restent l'objet de contacts entre organisations. Mais ces colloques peuvent éclairer les conditions d'une réalisation. Des socialistes, et rien que des socialistes veulent confronter ici leurs vues, et étendre cette confrontation à d'autres, aux absents comme la F.E.N., puis le P.C.

# L'OPERATION PRESTIGE DU STADE DE 100.000 PLACES

**L**e fameux stade de 100.000 places qui fera l'orgueil de la France doit être terminé à la fin de 1967. Sa construction devrait commencer en octobre 1964 et coûterait la coquette somme de 90 millions (1963).

Depuis le temps que l'on en parle de ce stade, enfin nous voici entré dans la première phase concrète. M. Griotteray, rapporteur gérant de la société civile d'études pour l'implantation du stade, a exposé les divers aspects des projets, mercredi dernier, au cours d'une réunion à l'Hôtel de ville de Paris. Le jury du stade a retenu trois projets sur les vingt-trois examinés et rendra son verdict en juin prochain. Ces projets font rêver : 90.000 places assises, dont 25.000 à dossier. De plus ce stade comprendra un grand nombre d'équipements annexes : deux piscines d'entraînement, quatre gymnases, des salles de sports, une salle de congrès de 2.500 places, un ensemble culturel avec musée, des salles de cinéma, etc.

Devant des projets aussi ambitieux, il est difficile de faire la moindre objection, sans que certains crient à la démagogie.

Pourtant, si la construction de ce stade flatte agréablement le chauvinisme national qui sommeille dans tout Français, dans certains milieux sportifs, la construction du stade de 100.000 places est sévèrement critiquée. Car si un stade moderne s'avère à Paris d'une absolue nécessité, on devrait le limiter à 60.000 places, ce qui n'entraînerait pas la disparition des 17 terrains de sport existant actuellement dans le bois de Vincennes.

D'autre part, un rapide coup d'œil dans le dossier du sport français nous oblige à reconnaître que d'autres problèmes, et bien plus urgents se

**Implantation :** à 1 kilomètre du château de Vincennes, sur la plaine de Mortemart, où se trouve, actuellement, le stade Pershing, qui sera détruit. Le stade jouxtera l'I.N.S.

**Structure :** il sera de forme ovale ou quasi-circulaire. Il sera, vraisemblablement, constitué d'une partie enterrée jusqu'à la nappe phréatique, en cuvette et le reste en superstructure selon les normes approximatives suivantes : -12 m, +35 m pour s'intégrer dans le site. Il sera entièrement couvert.

**Accès :** par métro, par bus, à pied, par la route. Des navettes circuleront des actuelles stations de métro « Château-de-Vincennes » et « Charenton-

Ecoles ». En outre, la future ligne du métro express, qui aboutira à Joinville, aura une gare à proximité du stade. Enfin, par la route, le stade est tout proche du tracé de la voie express est.

**Parkings :** les parkings seront conçus pour 20.000 places : 12.000 à 13.000 places en dur à un ou plusieurs niveaux, plus 7.000 places de parkings aménagés provisoirement sur des terrains annexes pour les réunions qui feront le « plein » (quatre ou cinq par an).

**Durée des travaux :** de deux ans et demi à trois ans à partir du premier coup de pioche.

**Prix :** 90 millions. Mais ce n'est qu'une première évaluation en l'état actuel des choses.

posent, en premier lieu une politique sportive à l'école et au lycée. Nous y reviendrons plus loin.

## Le record de 1937 est toujours debout

Vu l'état actuel du sport français, depuis le terrain où le gamin de dix ans, frappe dans un ballon, jusqu'à la préparation et la formation des athlètes pour les épreuves internationales, tout est à revoir, à moderniser si nous voulons que la France aux Jeux Olympiques de Mexico en 1968 (pour Tokio il est déjà trop tard) ne subisse pas à nouveau une « déculotée magistrale ». La formule est d'un éminent sportif, ancien champion olympique. En fait, la construction d'un stade de 100.000 places, compte tenu de la valeur et de l'état d'esprit du sport français est une erreur. C'est un tableau de maître que l'on accroche au mur, pour cacher de profondes lézardes.

Il n'est pas inutile de rappeler que le record de spectateurs en France s'éleva à 61.000, à France-Italie en Coupe du Monde de football en... 1937. Depuis la Libération, le chiffre moyen des spectateurs à Colombes ne dépasse guère 30.000, sauf à quelques rares occasions telles que : période trans-cendante de nos équipes de football ou rugby (France-Pays de Galles).

Quelle sera donc l'affiche sportive qui aura la prétention de garnir 100.000 places ? Le football ? Ce n'est pas le malaise qui règne dans la F.F.F. où les malentendus, genre différénd Verriest-Kopa, qui permettront la mise sur pied d'une grande équipe de France. Pour le rugby, autre grand sport populaire, la majorité de ses fidèles se trouvent dans le Midi. Quant à l'athlétisme, discipline majeure entre toutes, elle attire au maximum 20.000 personnes dans la mesure où l'affiche nous présente de grands champions étrangers. Actuellement la télévision retransmet en direct les grandes épreuves internationales ou nationales, ce qui a pour effet, par mauvais temps ou froid de retenir chez eux un grand nombre de candidats spectateurs. D'autre part, dès les premiers rayons de soleil, c'est-à-dire à l'époque des finales de football, et l'été, à l'occasion des grandes rencontres d'athlétisme, le Parisien asphyxié, ne pense qu'à une chose, fuir la capitale. Enfin, autre argument — et ce n'est pas le moins important — rien ne prouve que la Fédération de rugby, le Racing-Club de Paris ou le Stade Français (football professionnel), voudront jouer à Vincennes devant des banquettes aux trois quarts vides.

## Politique sportive à l'école

Mais le plus grave, c'est que pour cette gigantesque entreprise qui demande une mise de fonds considérable, l'équipement sportif de la capitale est remis aux calendes. Pourtant, l'administration elle-même reconnaît que Paris possède un équipement sportif vétuste. « Paris ne possède à l'heure actuelle que 25 % de l'équipement qui lui serait nécessaire » (1).

On a dit, écrit et répété que la formation d'un athlète, voire d'un champion, commence à l'école communale. Or la politique de l'enseignement au rabais entraîne par voie de conséquence une absence quasi totale d'éducation physique à l'école. Nous n'exagérons rien, à moins que vous n'appeliez éducation physique les... vingt minutes deux fois par semaine, déshabillage et rhabillage compris, données dans les petites classes. Dans les lycées, de la sixième à la troisième, les deux leçons hebdomadaires sont d'une heure, mais le plein air disparaît souvent de l'emploi du temps. Quant au matériel : barres parallèles, sautoir, espalier, etc., il est souvent vétuste et les accidents sont fréquents. Un détail : il faut de cinq à dix ans pour obtenir des poteaux de sautoir ou un espalier suédois qui ne sera posé que trois ans plus tard par les services intéressés. Dans le domaine sportif, les réalisations récentes sont rares et l'administration, pour masquer sa carence, annonce souvent des réalisations... fantaisistes. Exemple : elle

donnait le stade Léo-Lagrange comme nouvelle réalisation. Or le stade est terminé depuis... vingt ans. Mais la mode étant à « la grandeur », le stade de 100.000 places devient soudain d'une brûlante actualité.

Ces projets de construction appellent certaines remarques importantes. Pour s'intégrer dans le site (bois de Vincennes), et compte tenu de la hauteur maximum obligatoire des tribunes (35 mètres), la pelouse sera inévitablement au-dessous du niveau du sol : -12, dans une cuvette. Le résultat de ce dénivellement est que le gazon ne pourra pas respirer et qu'il sera impossible d'avoir une pelouse en parfait état. Ces considérations paraissent pour le néophyte sans intérêt, mais tous ceux qui ont pratiqué le football ou le rugby connaissent l'importance d'une bonne pelouse.

Outre ces considérations techniques, le plus grave de l'opération de prestige se situe dans le fait que les projets prévoient la destruction immédiate de dix-sept terrains de sports à Vincennes, en attendant dans... trois ans des terrains de sports au Tremblay... mais dans trois ans...

Au total, pour la construction du prestigieux stade, on commence par détruire des terrains de sports indispensables à notre jeunesse. Quand on sait le nombre restreint de terrains de sports mis à la disposition des jeunes dans Paris et la banlieue, cette décision est pour le moins scandaleuse.

En ce qui nous concerne, nous préférons voir les sportifs sur les stades que sur les gradins, fût-ce sur ceux d'un stade de 100.000 places. Nous pensons qu'il est possible de résoudre les problèmes des petits plateaux et des petits stades autrement que par leur destruction.

Certes, un stade moderne doit être construit mais, auparavant, il faut appliquer une politique de récupération du plus grand nombre, à l'école, au lycée, à l'usine, avant de penser à la sélection, solution de facilité, mais solution habituelle d'un régime qui sacrifie les intérêts de sa jeunesse à « la grandeur » et qui, après l'affront subi par la ville de Lyon pour l'organisation des Jeux Olympiques ne rêve qu'au « stade de 100.000 places digne de son prestige dans le monde et qui permettra à Paris de poser sa candidature aux Jeux olympiques de 1972 ».

Dominique Laury.

(1) Documentation du service d'Informations de la Ville de Paris.

## Faire « RÉAPPARAÎTRE » le P.S.U.

La Commission Nationale Propagande met à la disposition des sections :

- MACARONS « P.S.U. » (à coller massivement aux endroits fréquentés),

- BANDEAUX BLANCS AVEC MACARONS (permettant d'inscrire tout slogan d'actualité à caractère local),

- 3 BANDEAUX IMPRIMÉS par la Commission d'Action Locale sur

le thème de la spéculation foncière et de la politique de la construction

- AFFICHE 1/2 colombier sur la stratégie d'unité du P.S.U. et les perspectives de l'alternative socialiste.

Ces différentes affiches ne sont pas exclusives les unes des autres.

Cette campagne doit être IMMEDIATE ET MASSIVE. - AINSI L'EFFORT DE CHAQUE SECTION AURA CONTRIBUÉ

## FAIRE « REAPPARAÎTRE » LE P. S. U.

### BON DE COMMANDE

A découper et à adresser de toute urgence à TRIBUNE SOCIALISTE - 54, boulevard Garibaldi - Paris - 15<sup>e</sup>.

ENVOYER à : NOM .....  
ADRESSE .....

- 1°) MACARONS « P.S.U. »  
Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,035 soit ..... x 0,035
- 2°) AFFICHE STRATEGIE D'UNITE  
Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,16 soit ..... x 0,16
- 3°) BANDEAUX LOGEMENT  
Commande de ..... jeux de 3  
au prix de 0,21 le jeu soit ..... x 0,21
- 4°) BANDEAUX BLANCS  
Commande de ..... exemplaires  
au prix de 0,07 soit ..... x 0,07

Chèque postal (ou bancaire) joint pour un TOTAL de .....  
C.C.P. TRIBUNE SOCIALISTE 5826-65 PARIS.

## TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV<sup>e</sup>) Tél. : SUP 19-20  
Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX<sup>e</sup>) Tél. : PIG 65-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14<sup>e</sup> Tél. : LIT 19-39.  
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65  
3 mois ..... 7,5 F  
6 mois ..... 15 F  
1 an ..... 28 F  
Soutien ..... 50 F  
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 62-61, rue La Fayette Paris (9<sup>e</sup>)

## LA BATAILLE POUR L'ACQUITTEMENT CONTINUE...

### Roland SUVELOR (Fédération P.S.U. de la Martinique) nous déclare :

Le jugement rendu par la 16<sup>e</sup> Chambre correctionnelle de la Seine ne laisse pas de surprendre. Treize acquittements et cinq condamnations à des peines de prison ferme : Armougon, Florent et Lamotte, 3 ans de prison ; Désiré, 2 ans ; Lessort, 18 mois. La sévérité des peines prononcées dans une affaire où le dossier sur le plan des faits paraissait à tous particulièrement vide, ne peut manquer d'accuser le caractère politique du verdict.

En effet, sur le plan des faits le jugement retient contre les inculpés :

a) Le caractère clandestin des entreprises de l'O.J.A.M. (Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise), alors que de nombreux témoignages affirment le contraire, en particulier l'article dans lequel « Présence Socialiste », organe de la Fédération de la Martinique du P.S.U. annonçait, en avril 1962, la création et les buts du mouvement ;

b) Le caractère apparemment subversif de certaines des démarches ;

c) Le jugement retient ainsi les visites de certains des condamnés dans le quartier dit « Grand Fonds » où ils auraient eu l'intention d'implanter un maquis : quiconque a visité la Martinique ne peut manquer de s'étonner, comme moi, que l'on ait pu

Le jugement a alors ingénieusement décidé que ces faits tombaient bien sous le coup de l'article 88 comme se situant entre l'expression libre des idées et le début éventuel d'un complot non caractérisé. Devant cette notion jurisprudentielle, pour moi toute nouvelle, je me demande comment on saura dorénavant — en Martinique comme ailleurs — où finira l'expression libre et où débutera le complot éventuel.

Quant aux conséquences de ce jugement je dirai seulement ceci : non seulement il ferme la porte au dialogue, comme l'a fortement marqué Césaire, mais encore il ne peut que mécontenter tous les partis. Ceux qui

sont montés à la curée contre mes jeunes compatriotes ne comprendront pas que soient acquittés treize inculpés qui ont revendiqué hautement leur accord fondamental avec les autres ; ceux qui, devant l'effondrement de l'accusation de complot, devant le fait qu'il n'y a même pas eu début éventuel d'un complot caractérisé, ne manqueront pas de penser qu'il y a eu cinq lourdes condamnations pour expression d'idées, retiendront surtout ces condamnations. De toute façon, ce jugement qui surprendra tous les Martiniquais ne fera qu'aggraver les difficultés politiques actuelles ; et il est à craindre que peut-être d'autres jeunes en viennent à

penser que si cinq de leurs camarades ont été condamnés pour s'être tenus entre « la libre expression des idées et le début éventuel d'un complot non caractérisé », il n'y aura pour eux d'autre solution que de franchir le pas.

J'ajoute que cette bataille juridique n'est pas terminée : les condamnés ont décidé de faire appel et tous les partis martiniquais de gauche, comme les démocrates de France, qui n'ont cessé de soutenir leur combat, continueront à lutter pour que les Martiniquais conquièrent le droit de diriger leurs propres affaires.

Roland Suvelor

## Le P.S.I. et l'ouverture à gauche

APRÈS de longues négociations, un gouvernement de centre-gauche qui pour la première fois comprend des ministres socialistes vient d'être formé en Italie. Pietro Nenni, secrétaire général du P.S.I. devient vice-président du Conseil et cinq de ses camarades de parti deviennent ministres. S'agit-il d'un tournant historique dans la vie politique italienne, qui amorce l'évolution du pays vers le socialisme ? S'agit-il simplement d'une expérience de collaboration gouvernementale sans portée, qui comporte cependant pour le mouvement ouvrier italien de graves dangers ?

Pour pouvoir répondre à ces interrogations, il faut d'abord essayer de voir quels sont les objectifs poursuivis par les partis en présence, et dans quel contexte économique et social s'insèrent ces objectifs.

Le parti le plus important de la nouvelle coalition gouvernementale, la démocratie chrétienne n'est pas à proprement parler un parti du centre, mais un parti inter-classes du catholicisme politique, qui regroupe aussi bien une gauche à base ouvrière qu'une droite intégriste soutenue par certains milieux capitalistes, dans son sein les luttes de tendances et de fractions sont nombreuses et seuls le lien confessionnel et la volonté de maintenir un monopole catholique sur la vie politique italienne empêchent ces contradictions d'éclater au grand jour. C'est dire que la recherche d'une collaboration avec les socialistes ne correspond pas à la pente naturelle de la démocratie chrétienne. En fait, la politique d'ouverture à gauche ne répond pas à un choix délibéré de l'ensemble des dirigeants démocrates-chrétiens, mais à l'évolution de la situation italienne.

### Un centrisme très strict

A l'époque de sa plus grande puissance la D.C. s'était prononcée très clairement pour un centrisme très strict, c'est-à-dire pour une collaboration avec les petits partis du centre, le parti social-démocrate de Saragat, le parti républicain et le parti libéral et exclusivement avec ceux-là. Aux yeux de la D.C. la vie politique devait se résumer aux débats internes de cette coalition dans laquelle elle avait un poids déterminant. Cette conception à laquelle est rattaché le nom de Gasperi, apparemment très solide du fait du poids énorme de la D.C., s'est peu à peu trouvée battue en brèche par les changements structurels de la société italienne. La progression de l'industrialisation, la diminution du poids social d'une agriculture arriérée bouleversèrent les rapports entre les classes et l'équilibre politique. L'immobilisme, inhérent à toute coalition centriste socialement hétérogène, mit de plus en plus en lumière le conservatisme de la politique poursuivie. L'insatisfaction qui se répandit graduellement dans de très nombreuses couches sociales suscita une érosion continue de la popularité de la coalition centriste et rendit de plus en plus précaire son assise parlementaire.

Deux voies s'ouvraient alors pour la démocratie chrétienne, soit l'ouverture à droite sur les néo-fascistes et les monarchistes, soit l'ouverture à gau-

che sur le P.S.I. Après les émeutes de juillet 1960 contre le gouvernement Tambroni soutenu par les néo-fascistes, la première voie apparut tout à fait impraticable aux dirigeants D.C., à moins de se mettre des désordres révolutionnaires sur les bras. Il restait donc la deuxième voie, mais la démocratie chrétienne n'était pas prête à payer n'importe quel prix pour obtenir la collaboration du P.S.I. Certes, dans son sein il existait des courants modernistes favorables à des réformes limitées du système (planification à la française, etc.), mais dans sa majorité, elle n'entendait pas accepter une politique socialement avancée. Aussi depuis 1961 la tactique de la majorité de la D.C. conduite par Aldo Moro consistait-elle à faire accepter peu à peu au P.S.I. des conditions préalables à toute collaboration : rupture avec les communistes, acceptation du pacte Atlantique, abandon de toute perspective révolutionnaire. Il s'agissait en quelque sorte de créer un nouveau centrisme sur des bases plus larges lui assurant stabilité et durée.

### Collaboration avec la démocratie chrétienne

Pour le P.S.I. le problème de l'ouverture à gauche était d'actualité depuis qu'il était devenu évident que la politique « frontiste » était un échec et incapable d'opérer une percée dans la masse des travailleurs catholiques. En 1955 le Congrès de Turin se prononça pour un dialogue avec la démocratie chrétienne sans qu'il soit pour autant question de rompre le pacte d'unité d'action avec les communistes. Après 1956 le mouvement s'accéléra à la suite de la perte de prestige indéniable des communistes. Pietro Nenni entrevoyant dès cette époque l'évolution de la D.C. mit toute son énergie dans la balance afin de convaincre son parti d'entrer dans une coalition de centre-gauche. Cela n'allait cependant pas sans difficultés.

En 1957 le Congrès de Venise condamna bien le « frontisme » et ses défauts, mais non la collaboration politique au sommet et à la base avec le P.C.I. ; il se donna même une ligne dite « d'alternative démocratique », ouvrant une perspective socialiste et s'opposant très clairement au centrisme de la D.C. C'est seulement après une lutte de tendances, au cours de laquelle Nenni développa très progressivement sa nouvelle orientation, que le P.S.I. s'engagea sous grandes réserves sur la voie de la collaboration avec la démocratie chrétienne.

En fait il est certain qu'au départ Nenni et ses amis ne prévoyaient pas le prix qu'ils auraient à payer pour l'ouverture à gauche. Déçus par leur expérience stalinienne (entre 1948 et 1953) ils croyaient se rallier à une politique réformiste n'impliquant aucune rupture avec les communistes ou avec l'aile gauche du mouvement ouvrier italien. Convaincus que l'Etat italien, appuyé sur un secteur d'économie publique assez étendu, est un instrument neutre, ils croyaient qu'il suffisait d'être dans « la chambre des commandés » c'est-à-dire au gouvernement pour changer fondamentalement le climat politique. Poussés par

cette logique, ils eurent, par suite, tendance à considérer que le danger majeur dans la situation italienne était de repousser la D.C. vers la droite en lui présentant des exigences trop élevées.

Et pour éviter cette catastrophe, majeure à leurs yeux, d'une D.C. rejetant toute idée d'ouverture à gauche, ils allèrent de concessions en concessions et se refusèrent de jouer sur les contradictions internes des démocrates-chrétiens, comme le demandait la gauche du parti. Par ce fait même, ils envenimèrent les polémiques internes du mouvement ouvrier et leurs rapports avec la gauche du P.S.I. et les communistes devinrent de plus en plus mauvais. Socialistes de gauche au départ, ils se trouvèrent peu à peu sur les positions comparables à celles du parti social-démocrate de Saragat.

### Formation de la coalition gouvernementale

Le point culminant de cette évolution vers la droite est pour le moment la formation de la coalition gouvernementale aux conditions fixées par la direction de la D.C. Le P.S.I., membre de la coalition, renonce à demander de nouvelles nationalisations, et une véritable réforme agraire, il s'engage à considérer que les voix communistes ne peuvent être décomptées par la majorité gouvernementale pour les votes au Parlement, il accepte la politique Atlantique et tacitement donne son aval à la force de frappe multilatérale. Sur le plan économique il accepte une politique de lutte contre l'inflation assez proche des conceptions financières classiques, alors que les luttes revendicatives des masses italiennes se multiplient.

Cette arrivée des socialistes au pouvoir n'est donc pas comparable ni au front populaire, ni à l'accession des travaillistes au gouvernement en 1945, et il est assez compréhensible qu'elle ne suscite aucun enthousiasme populaire. Bien au contraire un état de malaise diffus s'est répandu dans tout le mouvement ouvrier italien. Les communistes qui avaient toujours menagé Pietro Nenni, commencent à réagir avec vigueur contre le nouveau gouvernement. La gauche du P.S.I. est très fortement tentée par la perspective d'une scission, et il semble probable que ses députés se refuseront à appliquer la discipline du parti en votant pour le gouvernement Moro. Au sein même de la majorité nenniste les syndicalistes sont réticents, parce qu'ils craignent que la politique de Nenni n'entraîne une scission de la C.G.I.L. La situation est par conséquent encore très fluide et il n'est pas sûr que le P.S.I. puisse maintenir sa position actuelle très longtemps. Il faut signaler par ailleurs que même la gauche démocrate chrétienne — y compris Fanfani qui n'est pas un révolutionnaire — est hostile à la combinaison actuelle. Il faut souhaiter en d'autres termes, en termes de classe, le problème des rapports entre ouvriers de tradition marxiste et ouvriers chrétiens et permettra au mouvement ouvrier italien de sortir du marécage de l'ouverture à gauche.

J. M. Vincent.



(Photo Elie Kagan.)

**Roland Suvelor, témoins de la défense, au procès des Martiniquais.**

songer à installer un maquis à 4 km du bourg de Case-Pilote (où se trouve une gendarmerie) et de la route nationale ! De même je ne puis comprendre comment le canot que voulaient se procurer Désiré et Lessort, pouvait servir à des activités subversives dans une île entourée de garde-côtes et survolée à longueur de temps par des hélicoptères ;

d) Certains attendus du jugement surprennent : il est ainsi retenu que l'on a découvert chez l'un des condamnés le livre de Che Guevara sur la guerre de guérilla, comme si la possession d'un livre bien connu de tous pouvait être la preuve d'une quelconque activité subversive.

Sur le plan du droit vous savez que le tribunal n'a pas retenu l'argumentation présentée par la défense. Selon M<sup>r</sup> Matarasso, ou bien les faits évoqués (s'ils étaient établis) devraient servir de base à une accusation de complot, les inculpés étant alors renvoyés devant la Cour de Sûreté ; ou bien ils ne sont pas constitutifs de l'accusation de complot et alors ils doivent être écartés et ne peuvent servir à fonder une accusation dans le cadre de l'article 88.

# CHARBON : La crise de l'hiver

« C'EST bien simple... Y'a du boulet et encore » m'a confié un bougnat du quartier des Halles. Et avec un grand geste interrogateur : « J'sais pas ce qu'ils font de l'anhracite, mais y'a longtemps que j'en ai pas vu... Pour l'instant ça rouspète pas trop : il n'a pas encore fait très froid, mais attendez encore huit jours... »

Le propos n'est pas nouveau. Les petits charbonniers de Paris — et sans doute aussi des grandes villes de province — le répètent en maugréant bien des fois chaque jour. Peut-être exagèrent-ils un peu, par regret des bonnes affaires (l'anhracite est plus cher) perdues.

Il paraît certain en effet que si l'hiver n'est pas sibérien (comme il le fut l'an dernier) les Français pourront se chauffer ; mais une partie seulement — la clientèle aisée ou

plan des besoins en charbon pour les « foyers domestiques et la petite industrie » (c'est la même rubrique dans les statistiques charbonnières), pour la campagne charbonnière 1<sup>er</sup> avril 1963-31 mars 1964. Pour cette période, la direction des mines a estimé qu'il fallait trouver 22,5 millions de tonnes de charbon : 18 millions de tonnes correspondant aux besoins d'un hiver normal ; 2 millions de tonnes pour la reconstitution des stocks épuisés par l'effet conjugué de l'hiver sibérien de l'an dernier et de la grève des mineurs ; 2,5 millions de tonnes enfin — des réserves de sécurité — pour parer éventuellement à un hiver relativement rigoureux.

A un million de tonnes près, cette quantité pourra être réunie. Non pas du jour au lendemain, bien sûr, mais mois après mois, à mesure que les mineurs extraient le char-

lilloise a demandé à trois charbonniers de lui livrer une quantité d'anhracite suffisante pour l'hiver... et miracle, cette dame a été livrée par chacun ! Elle a donc en réserve du charbon qui ne lui sera pas nécessaire cette année et qui manquera à d'autres...

En revanche les qualités de charbons nobles (anhracites, maigres, braisettes et grains) risquent fort de manquer. Le féal ministre de l'Industrie, Maurice-Bokanowski (qui n'a pas l'habitude des déclarations claires) l'a reconnu, dans ce style administratif-pompeux qui lui plaît. En septembre dernier, en réponse à une question d'un sénateur, il déclarait : « Le marché des combustibles « nobles » étant très étroit, il apparaît que la ressource dégagée ne permettra d'accroître les livraisons de cette catégorie dans la proportion résultant de l'objectif... pour l'ensemble des charbonnages domestiques ».

Ce qui signifie — sans ambiguïté — que les quantités d'anhracites et maigres disponibles ne seront pas suffisantes pour satisfaire tous les besoins. Il en manquera en effet environ 1,5 million de tonnes. Sur les 21 millions de tonnes de charbons prévues pour les « foyers domestiques et de la petite industrie », 6,5 millions (soit 31 %) sont des charbons nobles, les plus rares et les plus demandés partout dans le monde, ce qui explique pourquoi il est difficile d'en importer.

Ces qualités de charbon — les braisettes et les grains surtout — sont de plus en plus commandés au fur et à mesure que se développent les ventes d'appareils de chauffage plus modernes, spécialement conçus pour brûler des charbons « nobles » et eux seuls : leur rendement calorifique est bien meilleur, puisqu'une fois brûlés, ils ne laissent que des cendres ; il est d'ailleurs plus facile d'obtenir avec eux un bon feu continu.

En année normale, les achats d'anhracites maigres, de braisettes et de grains représentent 35 à 40 % de la consommation des foyers domestiques et de la petite industrie. Pour respecter ce pourcentage, il aurait fallu pouvoir proposer aux consommateurs 8 millions de tonnes, cette année ; or ce sont 6,5 millions de tonnes de charbons nobles qui seront disponibles. Pour les autres qualités, les difficultés seront moindres sinon inexistantes.

## Les grandes villes ont été choyées

Toutes les régions ne sont ou ne seront pas touchées également par le manque d'anhracites et de maigres... La mise en place de ces qualités a d'ailleurs été d'autant plus délicate que tous les négociants ont demandé une augmentation sensible de leur contingent, même lorsque habituellement ils en vendaient peu ou pas. Aucun d'eux ne recevra pleine satisfaction.

Toutefois, on a davantage pensé aux habitants des grandes villes. Ceux-ci sont mieux lotis que la population des petites agglomérations : les pouvoirs publics préfèrent ne pas avoir de mécompte avec les premiers, qui

## Qu'entend-on par « Foyers domestiques » ?

Chaque année, les utilisateurs classés dans le groupe « foyers domestiques et petite industrie » consomment en moyenne 18,5 millions de tonnes de charbons. Leurs achats se répartissent ainsi :

|                                         | Consommation en millions de tonnes | Pourcentage |
|-----------------------------------------|------------------------------------|-------------|
| • Foyers domestiques .....              | 13,9                               | 75 %        |
| • Petite industrie et agriculture ..... | 1,1                                | 6 %         |
| • Etablissements publics .....          | 1,6                                | 8 %         |
| • Hôtels, restaurants .....             | 0,7                                | 4,5 %       |
| • Commerce, Bureaux, Magasins .....     | 0,7                                | 4,5 %       |
| • Collectivités privées .....           | 0,5                                | 3 %         |
|                                         | 18,5                               | 100 %       |

Dans ces chiffres ne figurent pas les livraisons aux mineurs (1,5 millions de tonnes environ) ni celles aux économats des cheminots (0,2 million de tonnes).

influyente — avec l'anhracite, rare cette année. Les autres n'auront que du coke, des boulets et du « gras ».

## Rengaine ton épée, général Hiver

Heureusement le mois de novembre, relativement clément, a détendu quelque peu la situation... Détendu seulement, et pas dans toutes les régions.

On doit donc souhaiter que le général Hiver rengaine son épée et nous épargne son offensive. Tous les vieux et tous les petits salariés qui ne peuvent remplir leur cave en raison de leurs trop faibles revenus en ont besoin. Quelques hauts fonctionnaires en seront ravis eux aussi... qui verront s'éloigner le risque d'une pénurie possible de charbon.

Sans verser dans l'optimisme, il semble actuellement que nous aurons cet hiver assez de charbon. En quantité, bien sûr, car pour la qualité, on repassera...

Dès le mois de février dernier, la direction des mines au ministère de l'Industrie, instruite par l'expérience, avait mis au point un

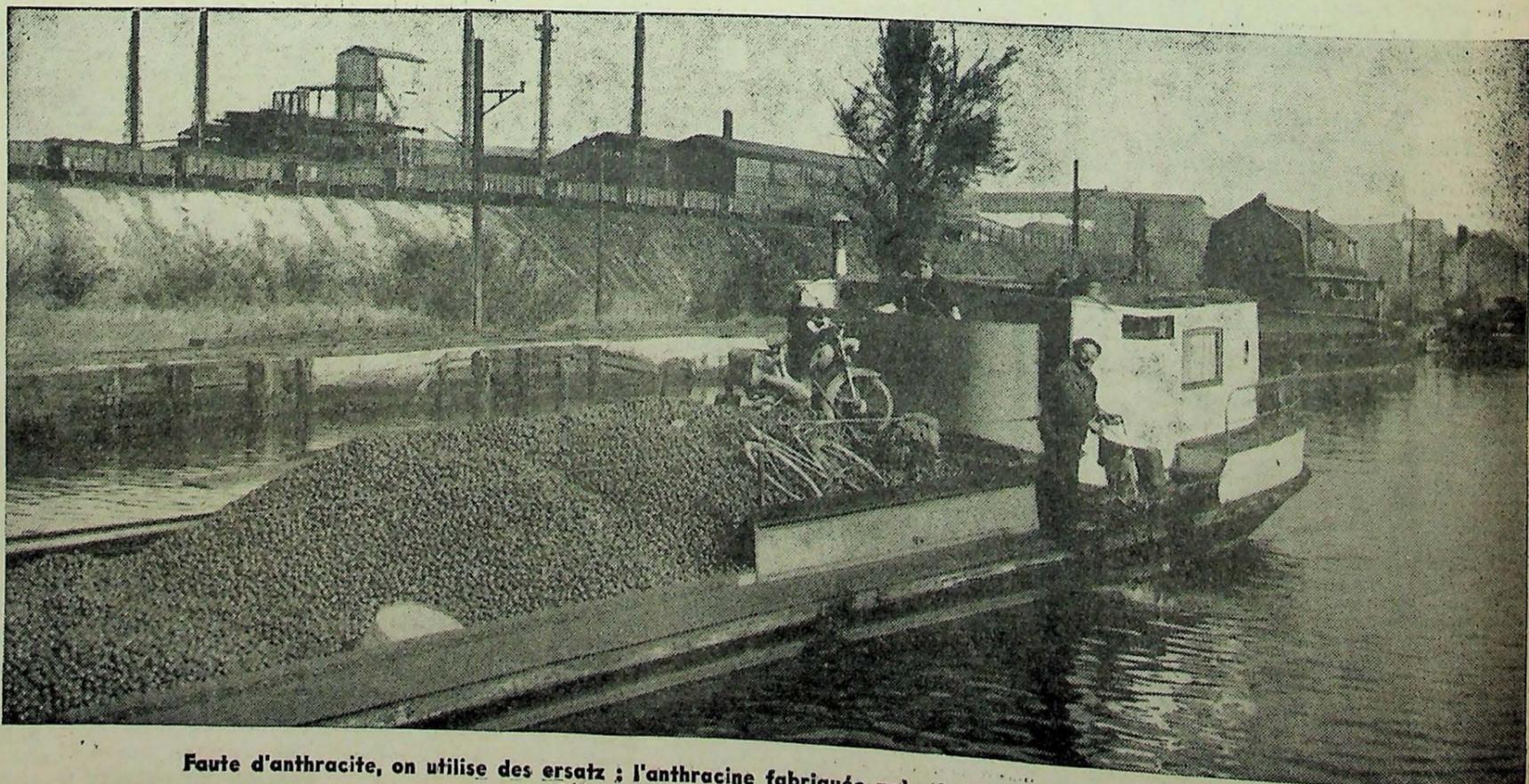
bon des puits et que les dockers déchargent les cargos venus des Etats-Unis, d'U.R.S.S., de Grande-Bretagne.

S'il est impossible que tous les consommateurs puissent recevoir en décembre le combustible qu'ils brûleront durant le premier trimestre de 1964, il est cependant probable — sauf coup dur — qu'ils trouveront peu à peu le charbon nécessaire.

## Trois commandes pour une même cliente

Cette quantité — 21 millions de tonnes — dépasse d'environ 10 % celle qui avait été réunie l'an dernier, et de 20 à 25 % le tonnage de charbon vendu en 1959-1960 ou en 1960-1961. Elle doit être suffisante, à condition que chaque consommateur ne passe plusieurs fois commande — chez des marchands différents — du tonnage dont il a besoin.

Cette histoire qu'on m'a raconté dans le Nord, il y a quelques semaines n'est certainement pas unique : une dame de la région



Faute d'anhracite, on utilise des ersatz : l'anhracine fabriquée près de Douai, à l'usine de Fort-de-Scarpe. (Photo Tribune)

# ernier risque de se reproduire...

peuvent faire mieux entendre leur protestation.

Ainsi, les habitants de la région parisienne (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne) recevront 35 % des disponibilités nationales; la région de Lille (Nord, Pas-de-Calais), 13 %; celle de Lyon (Rhône, Ain, Loire, Drôme, une partie de l'Isère et de l'Ardèche), 10 %; les régions de Rouen, Nancy et Tours respectivement 6 %, 5 %, 5 %. En fin de liste figure la région de Toulouse (elle ne recevra que 2 % des disponibilités en charbons nobles); il est vrai qu'elle n'en consomme guère plus habituellement...

## Les manœuvres des grossistes !

Lorsqu'on parle distribution de charbon, on aurait tort de ne penser qu'aux consommateurs. Il faut aussi songer aux négociants puisque c'est par eux que s'opèrent les livraisons aux particuliers. La distribution se fait en deux étapes :

\* Pour la production nationale.

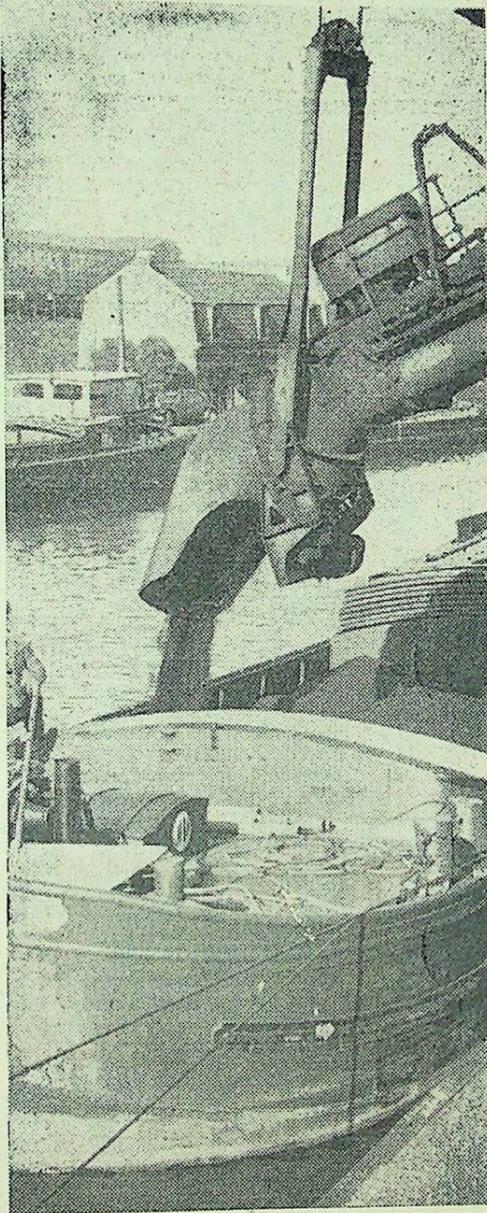
Les houillères nationales, à qui la loi refuse (mais oui !) de vendre leur charbon au détail, livrent aux grossistes, et ceux-ci aux détaillants.

\* Pour les charbons venant des pays étrangers, les importateurs approvisionnent les grossistes, et ceux-ci les détaillants.

Si l'on compte environ 20.000 détaillants, il n'y a que 350 grossistes et une centaine d'importateurs. Or la plupart des grossistes et des importateurs sont également détaillants.

L'industrie n'est pratiquement pas tenue, Pompidou violant pour eux, comme pour tout le secteur public, ses promesses du printemps.

La table ronde sur l'avenir des charbonnages, elle-même, traîne en longueur. Ouverte en fanfare au début de mai par Maurice-Bokanowski — celui-là même qui avait fait réquisitionner les mineurs par de Gaulle au début de mars — ses travaux tournent en rond, aurait-on l'envie d'écrire. Pourtant le temps presse. Les mineurs veulent savoir pour eux — mais plus encore pour les en-



(Photo Tribune.)

**Si l'hiver n'est pas sibérien, les péniches pourront continuer à circuler, apportant le charbon des houillères nationales dans les centres de consommation.**

fants — de quoi demain sera fait. Ils veulent savoir combien on extraira de charbon en France en 1970. Sera-ce 11 millions ou 45 ? (actuellement la production est d'environ 56 millions de tonnes).

Le choix est certes difficile. Il nécessite beaucoup d'études, et des plus délicates. Car le charbon qu'on n'extraira plus du sous-sol français, parce que jugé trop cher de prix de revient — en tout cas plus cher qu'ailleurs — il faudra bien l'acheter autre part... c'est à-dire essentiellement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne et pour une moindre part dans les pays de l'Est (Pologne et U.R.S.S.).

Mais est-on sûr que ces charbons achetés à l'étranger nous seront toujours et régulièrement livrés ? Est-on sûr que leur prix n'augmentera pas une fois que les puits nationaux auront été fermés ? Est-on sûr enfin que le coût des frets maritimes — très bon marché actuellement parce qu'il y a trop de navires marchands dans le monde et qu'un grand nombre d'entre eux sont désarmés dans les ports — ne remontera pas lorsque le va-et-vient des cargos entre la France et les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne deviendra nécessaire ? Ne serait-il pas plus sage de conserver la production française dans son état actuel en dépit de son coût élevé ?

En outre, avec la mise en place de l'Europe des Six, la France ne peut plus agir comme si elle était seule, le charbon belge ou allemand pouvant entrer en France librement. Il est de plus en plus souvent question, depuis

trois ou quatre ans, de « coordination européenne de l'énergie ». Double coordination d'ailleurs entre les six pays d'une part et d'autre part entre le charbon, le fuel accessoirement le gaz naturel et demain l'électricité nucléaire. Car si les quantités totales d'énergie vont progresser à pas de géant (de 50 % entre 1960 et 1970) dans l'avenir, encore faut-il être d'accord pour savoir la part des différents combustibles dans cette fourniture. Un comité de sages « européens » avait proposé une solution il y a dix-huit mois : il fallait tendre vers le plus bas prix... c'est-à-dire que tout en conservant un « noyau » charbonnier minimum (en protégeant les mines des Six par des droits de douane et des subventions), il ne fallait pas craindre de jouer la loi du marché : recours au charbon américain et, très largement, au pétrole importé...

Depuis cette date, les ministres et les experts européens ont modifié leur point de vue : hormis les Italiens qui achètent tous leurs charbons à l'étranger, et les Hollandais (qui ne veulent pas se mettre mal avec les Américains, et voient là un moyen de faire pièce à de Gaulle), les autres « petits européens » sont d'accord pour maintenir la production européenne à son niveau actuel, au moins jusqu'en 1970... Après, on verra. L'énergie nucléaire qui commencera à fournir du courant industriel à un prix raisonnable, pourra peut-être servir d'appoint...

Jacques Martin.

## Pour un nouveau départ de "Tribune Socialiste"

EN rentrant de l'Aude, où nos camarades ont organisé de belles réunions à Narbonne et à Carcassonne, j'ai trouvé, dans le courrier, outre quelques demandes d'adhésion, une lettre de Chiffart, secrétaire de la Section de Calais, ainsi conçue :

« Le Bureau de la Section de Calais, réuni le mercredi 4 décembre 1963, vivement ému sur la grave situation de notre journal « Tribune Socialiste », persuadé qu'il représente le lien indispensable pour tous les militants et pour mieux faire connaître notre Parti a pris les décisions suivantes :

1° Réduction de la ristourne qui lui est attribuée par numéro de 0,15 à 0,10 F. Les règlements à « Tribune Socialiste » se feront désormais sur cette base ;

« 2° Accorde un secours d'urgence de 20 F à « Tribune Socialiste » afin de lui permettre de franchir le cap difficile actuel. Le camarade trésorier Kleinpeter est chargé de l'envoi de la somme ;

« 3° Alerte le Bureau fédéral du Pas-de-Calais afin que toutes les sections du département fassent un effort analogue ;

« 4° Demande à toutes les fédérations de suivre l'exemple du Pas-de-Calais.

« Ainsi, nous sommes certains que « Tribune Socialiste » sera sauvée pour le plus grand bien et pour un plus grand rayonnement de notre Parti.

« Ces mesures ne constituent qu'un ballon d'oxygène destiné à permettre un nouveau départ. Elles ne peuvent en aucun cas se substituer à l'effort qui est demandé aux sections et aux fédérations pour une diffusion toujours plus grande de « Tribune Socialiste ».

Oui, si tout le monde s'inspire de l'exemple de Calais, « Tribune Socialiste » sera sauvée, et la diffusion de notre journal sera sensiblement accrue.

La Section de Saint-Maur, dans son « Bulletin intérieur », adressé au domicile de tous les militants, leur demande de s'abonner immédiatement et donne toutes indications (prix de l'abonnement, n° de C.C.P., etc.). Une telle initiative doit se généraliser.

En avant pour les 10.000 abonnés !

Edouard Depreux.

## 38 0/0 de charbons « nobles » seulement. Quels sont-ils ?

\* Les charbons consommés par les « foyers domestiques et la petite industrie » se répartissent ainsi :

|                                                  |       |
|--------------------------------------------------|-------|
| * Classés gras et flambants .....                | 12 %  |
| * Charbons « nobles » dont .....                 | 38 %  |
| classés anthracites et maigres... ..             | 23 %  |
| — grains et braisettes maigres et flambant ..... | 15 %  |
| * Boulets .....                                  | 40 %  |
| * Coke .....                                     | 10 %  |
|                                                  | <hr/> |
|                                                  | 100 % |

Les « classés » sont des charbons calibrés entre 20 et 80 mm. Les braisettes sont calibrées entre 10 et 20 mm et les grains entre 5 et 10 mm.

Les classés gras et flambants sont surtout des charbons de cuisinières (leur vente diminue).

Les classés anthracites et maigres sont utilisés le plus souvent dans les chaudières des chauffages centraux (ancien modèle) : leur vente est stable.

Les grains maigres et flambants sont destinés aux chaudières des chauffages centraux modernes avec alimentation automatique ; la demande progresse vivement.

La consommation de boulets reste stable, celle du coke tend à régresser.

lants. Faut-il s'étonner, dès lors, que nombre de petits charbonniers, de « bougnats » comme on dit à Paris, ne reçoivent pas les charbons « nobles » que réclament leurs clients ? Les grossistes et les importateurs préfèrent les vendre eux-mêmes aux utilisateurs (ça fait toujours autant de bénéfices de pris). Et ça leur permet surtout de « détourner » vers eux une partie de la clientèle des charbonniers de quartier !...

## La table ronde des mineurs et les problèmes européens

Parlant de la grande famille du charbon, on n'aurait garde d'oublier les mineurs — à tout seigneur tout honneur. La vigueur de leur grève venant après un hiver rigoureux, a rappelé à tous l'importance qu'ils avaient dans la nation. Mais les « gueules noires » ne sont pas pour autant tirées d'affaire.

Le rendez-vous de septembre sur les salaires, solennellement promis par le ministre de

# RENNES VILLE PILOTE POUR L'EQUIPEMENT

## ET LA CULTURE...

(De notre correspondant à Rennes, Patrick LEMAITRE)

AUJOURD'HUI, Rennes compte 31.000 jeunes scolarisés, auxquels il convient d'ajouter 18.000 étudiants dont 8.000 résident à Rennes. La population active de 15 à 24 ans est loin elle aussi d'être négligeable puis que 90.000 jeunes travaillent et résident à Rennes.

Les jeunes Rennais de moins de 25 ans atteignent donc le chiffre astronomique de 50.000, soit un tiers de la population totale.

Devant ce fait, comment se comportent les organisations de jeunesse ?

L'audience des organisations de jeunesse est d'environ 15.000 jeunes sur 50.000 (ce sont d'ailleurs des approximations, car le rayonnement d'un mouvement ne s'évalue pas au nombre de ses adhérents).

La plupart de ces organisations se retrouvent depuis 1958 au sein du C.L.O.J.S.P. (Comité de liaison des organisations de jeunesse de Rennes).

A cela, il faut ajouter les différents clubs de jeunes qui touchent près de 2.000 jeunes.

### Comment se présente la situation des jeunes mouvements ?

Elle est en général inquiétante. Si les organisations de Rennes ne touchent pas le tiers des jeunes Rennais, une raison essentielle se situe dans la misère de leurs moyens financiers et matériels.

On voit ainsi tel groupement folklorique réduit à faire ses réunions au café, tel autre dans un garage, dans un grenier ; tel mouvement d'éclairage se contente d'une mansarde non chauffée et non éclairée ; tel mouvement de plein air est hébergé chez une organisation amie. Dans tel

autre, certains soirs, les couloirs doivent être utilisés comme salles de réunion ; telle autre organisation possède en tout et pour tout des locaux de 12 m<sup>2</sup>. La liste est loin d'être close.

Quand on sait que la plupart des associations doivent se contenter uniquement des cotisations de leurs adhérents et des subventions quand elles existent, on mesure les difficultés qu'ont les mouvements à étendre le champ de leur action. Un simple exemple : une organisation essaie désespérément de trouver un local absolument nécessaire dans le centre de la ville : une proposition, 6 millions d'anciens francs (quelle est l'organisation de jeunesse capable d'avancer une telle somme quand on sait que les possibilités d'emprunt sont des plus réduites ? — la jeunesse n'est pas une garantie suffisante).

Devant cette situation, comment ont réagi les mouvements ?

Leur action s'est située sur deux plans :

- 1) Réflexion sur la politique du haut-commissariat à la Jeunesse et aux Sports à partir de ses incidences locales.
- 2) Elaboration de propositions constructives ; projet de Maison des mouvements.
- 3) Chacun sait l'orientation actuelle de la politique du haut-commissariat en matière d'équipement : c'est la priorité donnée aux Maisons de

jeunes et de la culture. Le IV<sup>e</sup> Plan prévoit en effet l'implantation massive de M.J.C., qui se rattacheront pour la plupart à la F.F.M.J.C., selon le principe d'une M.J.C. par 10.000 habitants.

Cette orientation s'est traduite concrètement sur la place de Rennes : la principale réalisation prévue pour la première loi programme Herzog est une Maison des jeunes et de la culture pilote (ou principale) située en plein cœur de la ville, maison devant rayonner sur les différents quartiers où sont ou seront implantées d'autres M.J.

Ceci a amené un grand nombre de mouvements à s'interroger sur leur avenir : rien n'étant prévu pour eux, pourraient-ils bénéficier néanmoins de la M.J.C. pilote prévue ?

Une discussion s'engagea alors avec les pouvoirs publics et la M.J.C. pour voir s'il était possible que cette implantation leur rende service.

Deux thèses s'opposèrent :

● La plupart des mouvements souhaitaient que dans cette implantation un bloc indépendant leur soit affecté (c'est-à-dire avec gestion indépendante), l'autre bloc étant purement Maison des jeunes et de la culture.

● Cette thèse se heurta au haut-commissariat qui imposait l'unité de gestion. A cet impératif d'unité de gestion, correspondait la proposition des pouvoirs publics de mettre à la disposition des mouvements des locaux à l'intérieur de la M.J.C. pilote (et non plus indépendants).

La plupart des mouvements refusèrent cette proposition des pouvoirs publics : ils ne pouvaient accepter cette solution d'intégration qui va dans le sens continu de leur désir d'une aide directe des pouvoirs publics en leur faveur.

Pour montrer clairement ce refus, le Comité de liaison des mouvements (C.L.O.J.E.P.), qui à l'origine avait participé au lancement des M.J.C. à Rennes, s'est retiré du conseil d'administration des M.J.C.

A partir de cette discussion, une réflexion intermouvements put s'engager sur la politique du gouvernement, dégager un certain nombre d'idées communes :

Vingt-six mouvements écrivaient dans une lettre commune au conseil municipal

« Nous constatons avec satisfaction que la commune a consenti un effort important pour les jeunes par l'implantation de la maison pilote.

« Cependant, si nous pouvons penser que cet effort répondra à certains besoins, nous ne pensons pas qu'il puisse résoudre le problème jeunesse dans son ensemble. En effet, les maisons de jeunes et de la culture ne peuvent répondre aux besoins spécifiques des mouvements et organisations de jeunesse.

« ...Nous pensons que seule puisse répondre aux besoins de la jeunesse rennaise une politique s'appuyant sur une aide prioritaire et directe à l'ensemble des organisations de jeunesse. »

2) A partir de cette prise de conscience, la plupart des mouvements furent amenés à présenter diverses propositions concrètes.

La pénurie de locaux de mouvements étant grande dans le centre de la ville en particulier, un projet de Maison des mouvements fut élaboré.

Ce projet prévoyait des locaux propres aux différents mouvements (c'est-à-dire affectés à tous les mouvements en ayant réellement besoin) et des salles communes permettant des réunions périodiques, le tout étant géré par l'ensemble des mouvements.

Cette solution permettrait de sauvegarder les principes suivants auxquels tiennent beaucoup de mouvements :

— Respect de la pluralité, de la

diversité des mouvements et organisations de jeunesse, la nécessaire neutralité des pouvoirs publics étant d'assurer l'égalité de chances de chaque organisation ;

— Collaboration entre les différents mouvements par une gestion commune ;

— dialogue direct entre les mouvements et les pouvoirs publics, ceux-ci, par la mise à la disposition de locaux sans aucun intermédiaire, reconnaissant dans les faits le rôle et la place dans la cité des différents mouvements.

En présentant ce projet valable pour le centre de la ville, dans le cas précis de Rennes, les mouvements ont voulu rappeler aux pouvoirs publics leur premier devoir : permettre la sauvegarde de l'autonomie de chaque mouvement ou institution ayant fait la preuve d'un travail éducatif valable, c'est-à-dire lui donner la possibilité de vivre décemment, s'équiper en locaux propres et former lui-même ses propres cadres.

Tous ces projets, toutes ces idées, pour être mis en œuvre, nécessitent une collaboration constante entre les pouvoirs publics locaux et les mouvements de jeunesse : en matière de réalisation pour la jeunesse, il ne peut être question de vouloir généraliser par souci de simplification.

A Rennes, une expérience intéressante pourrait voir le jour.

Déjà, les mouvements de jeunesse ont été consultés par la mairie dans la préparation du budget 1963. De plus, les modalités d'une coopération régulière entre les collectivités locales (Mairie, Allocations familiales) et l'ensemble des organisations, au sein d'un Office social et culturel, sont à l'étude. Bien que le schéma actuel ne soit pas satisfaisant, on peut espérer un avenir meilleur.

### Rencontres régulières

Depuis que les différents mouvements de jeunesse ont pris l'habitude de se rencontrer régulièrement, ils ont pu mieux se connaître et arriver à multiplier les échanges et les activités en commun.

La grande diversité des mouvements a joué comme facteur d'unité et non d'unification (chacun ayant gardé sa personnalité propre au maximum).

D'autre part, l'étude en commun des réalisations socio-culturelles prévues a montré combien le plan local était conditionné par le contexte politique national : les mouvements se sont rendu compte pour la plupart que bien que Rennais il ne leur était pas possible d'ignorer en particulier la politique générale du secrétariat à la Jeunesse et aux Sports — ainsi la prise en considération par le haut-commissariat du projet de Maison des mouvements nécessitait un changement certain de l'orientation de sa politique.

C'est peut-être la plus grande leçon de plusieurs années d'expérience rennaise de travail intermouvements.

En février 1963, 26 mouvements déclaraient dans une lettre au conseil municipal :

« Nous n'ignorons pas que rien ne se fait utilement que dans le cadre d'une politique nationale et qu'une municipalité est obligée d'en tenir compte. C'est pourquoi nous ne pouvons vous cacher notre désaccord fondamental avec la politique menée actuellement par le secrétariat à la Jeunesse et aux Sports qui est, par un oubli systématique des mouvements de jeunesse, une volonté de se substituer à eux et de les « neutraliser » progressivement. »

### BULLETIN D'ADHESION

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.  
(Bulletin à retourner au siège du P. S. U., 8, rue Jenner, Paris (9<sup>e</sup>)).



# Conférence Nationale des étudiants PSU

## Le nouveau départ des E. S. U.

LES étudiants du P.S.U. ont toujours été à l'avant-garde des luttes passées du mouvement étudiant. Ils étaient là le 27 octobre, ils figurèrent parmi les créateurs du Front Universitaire Antifasciste, ils furent aux premiers rangs des manifestants de janvier et février 1962.

Dans le même temps, face aux positions ambiguës de la S.F.I.O. et au programme de « démocratie renouée » du P.C., le Parti Socialiste Unifié posait le problème de l'alternative socialiste au gaullisme et popularisait la stratégie du Front Socialiste.

La reconversion rendue nécessaire par la fin de la guerre d'Algérie et de ses séquelles entraîna une crise qui n'épargna pas le Mouvement étudiant.

Mais la conférence nationale étudiante des 7 et 8 décembre, survenant un mois après le 3<sup>e</sup> congrès du parti, a défini une nouvelle stratégie unitaire, adaptant ainsi aux conditions du milieu étudiant la politique du P.S.U.

A un moment où les courants novateurs et créateurs existent et se développent, notamment à l'U.E.C. et à l'U.N.E.F., à un moment où les étudiants, dépassant les aspects strictement matériels de leurs revendications, posent le problème de la nature même de l'Etat gaulliste, à un moment enfin où l'appel public du « Contre-Plan » lancé par le P.S.U., rencontre dans l'opinion et chez les étudiants un large écho, il importe que les E.S.U. reprennent l'initiative politique et proposent aux organisations étudiantes se situant dans le cadre du « Front Socialiste » des campagnes d'action qui permettent de poser, d'ores et déjà, l'alternative socialiste au régime gaulliste.

Dans ce sens, la nouvelle direction étudiante s'apprête à faire publiquement aux organisations étudiantes démocratiques des propositions précises.

Nous pensons que le rôle des E.S.U. est bien de mettre « le socialisme à l'ordre du jour » en montrant, en prouvant, qu'entre l'Université libérale de jadis et l'Université technocratique que nous prépare le gaullisme, il n'est d'autre alternative qu'une Université nouvelle, socialiste, ouverte à tous les travailleurs.

Enfin, les E.S.U. sont conscients de la nécessité de lier les revendications des étudiants aux luttes de l'ensemble des travailleurs dans la perspective du renversement du gaullisme et de l'instauration d'une démocratie socialiste. Cette politique, le Secrétariat national étudiant, représentatif de la majorité des étudiants du P.S.U., est décidé à l'appliquer. Il appelle tous les militants étudiants à l'aider dans sa tâche par leur travail de militant étudiant du P.S.U.

Jacques-Arnaud Penent.



« Le succès de la lutte des étudiants passe par l'unité des forces socialistes. »

(Agip.)

## Extrait des motions des commissions

### ● STRATEGIE UNITAIRE

Le succès de la lutte des étudiants passe par l'unité des forces socialistes sur le plan étudiant dans le cadre de la stratégie de Front socialiste développée par le parti dans l'ensemble du mouvement ouvrier français. C'est pourquoi la définition de nos rapports avec les autres organisations qui œuvrent dans le même sens que nous, la concrétisation de la politique de Front socialiste est un problème de la plus haute importance. Les E.S.U. pensent que le succès des grèves du début décembre montre que de plus en plus les étudiants prennent conscience que leurs revendications s'opposent aux intérêts du régime gaulliste...

S'il est vrai que les conditions de l'unification ne sont pas encore réunies, il est par contre certain que des campagnes unitaires contribueraient à faire progresser l'idée même de cette unification bien plus que des discussions théoriques. Celles-ci n'ont une utilité que dans la mesure où elles se situent à la base.

### Comité national

Liste majoritaire (17) :

Aron (Paris-Ulm) ; Calaque (Paris-Grandes Ecoles) ; Gillet (Paris-Sorbonne) ; Guiot (Seine-Banlieue E.N.S.E.F.) ; Houguenague (Lille) ; A. Jacquet (Montpellier) ; Laplace (Bordeaux) ; Leenhardt (Paris-Sciences) ; Le Pape (Paris-Droit) ; Maître (Grenoble) ; Penent (Paris-Sorbonne), Peskine (Paris-Sciences) ; Pradet (Clermont-Ferrand) ; Stolloff (Paris-Médecine) ; Thuillier (Paris-Droit) ; Tournaire (Paris-Lycées) ; Vessillier (Paris-Sciences).

Liste minoritaire (10) :

Bages (Toulouse) ; Bosser (Rouen) ; Evano (Rennes) ; Fortier (Lille) ; Foulon (Nancy) ; Prigent (Paris-Sorbonne) ; Reault (Nantes) ; Renard (Caen) ; Triaud (Paris-Sorbonne) ; Woronoff (Paris-Ulm).

### ● UNIVERSITAIRE

La conférence nationale étudiante, dans une analyse actuelle de l'Université condamne l'université de classe et rappelle le principe de la lutte des classes dans l'action syndicale. Elle estime que la démocratisation ne peut se faire que dans le cadre d'une transformation socialiste de la société.

— Salaire étudiant :

Le point de départ de toute analyse doit être la notion de travail. Le salaire étudiant s'il résout les problèmes matériels, ne résout pas

les problèmes de la démocratisation de l'université.

Le salaire étudiant ne doit pas être dissocié de l'allocation familiale d'études attribuée sur critères sociaux dès la fin de l'enseignement obligatoire jusqu'à l'entrée à l'Université.

— Démocratisation :

La démocratisation rentre dans une revendication globale au niveau :

- des structures ;
- des méthodes ;
- du contenu de l'enseignement.

La culture ne doit pas rester l'apanage d'une élite et la propagation d'une idéologie. Elle doit être adaptée aux besoins nouveaux d'une démocratie socialiste.

### ● MOTIONS DIVERSES

La réponse du gaullisme aux jeunes.

La conférence nationale étudiante réunie les 8 et 9 novembre à Paris, ayant pris connaissance d'une déclaration du ministre de l'Intérieur, citée dans « Le Monde » des 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre, déclarant notamment : « Le ministre des armées étudie la possibilité de procéder à un appel anticipé de certains jeunes gens qui, sans être délinquants, peuvent être une cause de trouble sur la voie publique. Il faudrait pour cela une mesure législative » ;

— dénonce une mesure arbitraire, véritable « loi des suspects » qui permettrait au pouvoir d'introduire le délit d'intention dans la législation française.

Ce projet, joint aux méthodes habituelles de violences policières que le pouvoir emploie à l'égard des « jeu-

nes » (répression contre les étudiants antillais, manifestation de l'U.N.E.F.) met en lumière la véritable nature d'un régime qui hésite de moins en moins à employer des méthodes fascistes contre toute velléité d'opposition.

La C.N.E. pense enfin que même dans le cas de jeunes délinquants (dont il est question dans la suite de l'article), le fait de les envoyer dans les bataillons disciplinaires n'a rien d'éducatif et accentue au contraire le caractère asocial de ces jeunes.

### Le secrétariat national étudiant (S.N.E.)

Jacques-Arnaud Penent, secrétaire général ; François Aron, Blaise Leenhardt, Yves Le Pape, Marc Peskine, Jean-Claude Stolloff, Patrick Thuillier, Jean-Philippe Tournaire, Jean-Claude Vessillier.

### ● LA REPRESSION COLONIALISTE

La conférence nationale étudiante s'élève contre le procès intenté par le pouvoir gaulliste aux jeunes animateurs de l'O.J.A.M.

Elle constate que la répression policière ne cesse de s'amplifier dans les départements dits « d'outre-mer » pour faire taire les légitimes revendications des peuples de ces pays.

Elle proclame son entière solidarité avec les mouvements anticolonialistes des territoires qui restent sous la domination de l'impérialisme français.

## Cinéma

STUDIO 43 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 11 au 17 décembre

CODINE

d'Henri COLPI

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 11 au 17 décembre

JOLI MAI

de Chris MARKER

## FINISTÈRE : L'avenir économique sacrifié une fois de plus

Les délégués mandatés des Unions départementales des syndicats C.G.T. et C.F.T.C., de la section départementale de la F.E.N., de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles, réunis à Brest, le 26 novembre 1963, ont procédé à un échange de vues sur la situation économique du département avant la visite du Premier ministre à Brest, à l'occasion de l'inauguration de l'usine électronique C.S.F.

Les organisations syndicales ouvrières, universitaire et paysanne, en se félicitant de la création d'un certain nombre d'emplois nouveaux dans le département, tiennent à souligner que le grave problème du plein emploi est loin d'être résolu, du fait,

D'une part : des menaces qui pèsent sur les industries traditionnelles comme l'arsenal de Brest ;

Et, d'autre part : de l'importance de l'émigration (entre 1954 et 1962, un Breton sur six, une Bretonne sur cinq, de 20 à 30 ans, ont quitté la région) ; du nombre important de jeunes qui arrivent à l'âge d'entrer au travail ; des hommes qui, de plus en plus, doivent quitter l'agriculture (plus de 2.000 Finistériens quittent l'agriculture chaque année).

Une politique de plein emploi, liée à une amélioration constante du niveau de vie de l'ensemble des travailleurs, exige la multiplication des investissements publics dans le département et la région, notamment dans le domaine de l'Education nationale, de la formation professionnelle, du logement et de l'équipement industriel.

Or, le budget de 1964 présenté par le gouvernement, actuellement en discussion au Parlement, fait apparaître, par rapport au budget de 1963, une diminution importante des crédits d'investissements intéressant la région, en particulier pour l'Education nationale, le logement, les travaux publics et transports et l'agriculture.

Une fois de plus, c'est l'avenir économique et social du département et de la région bretonne qui est sacrifié.

Les organisations syndicales ouvrières, enseignantes et paysannes se doivent également d'exprimer le mécontentement grandissant des travailleurs des villes et des campagnes, devant la politique antisociale du gouvernement.

Conscientes de la gravité des problèmes économiques et sociaux, communs à la population du département, les organisations départementales CGT, CFTC, FEN et FDSEA maintiendront les contacts, pour prendre en commun toutes les initiatives nécessaires pour exprimer la volonté des travailleurs de toutes catégories de défendre le droit au travail, et d'améliorer le niveau de vie de la population laborieuse du Finistère.

## HAUT-RHIN : Fermeture d'une usine

(De notre correspondant  
du Haut-Rhin)

Nous avons relaté dans un numéro de T. S. la décision prise par la direction de l'usine Salin de fermer cet établissement qui occupait 160 ouvriers.

Vendredi 29 novembre a eu lieu à Soultz, dans la salle du tribunal mise gracieusement à la disposition des organisateurs par la mairie, une réunion publique à laquelle étaient conviés les ouvriers de la fabrique Salin, les travailleurs des autres usines de Soultz, l'association des commerçants, etc.

Les camarades Muré (C.G.T.), René Koch (C.G.T.-F.O.) y exposèrent les revendications des licenciés. De nombreux camarades de l'usine Salin prirent la parole et firent connaître les conditions de travail et de licenciement.

Les camarades Hugel (sec. gén. de la C.G.T. du Haut-Rhin), Foulleron (P.S.U.), Stablé (P.C.), Winninger (S.F.I.O.), Schnellbach (P.S.U.) s'associèrent à cette manifestation de solidarité ouvrière. Une communauté de travail a été prévue. La première séance de travail a eu lieu vendredi 6 décembre. Espérons que les camarades de la C.F.T.C. s'y joindront pour affirmer l'unité d'action des travailleurs, unité d'action indispensable pour assurer la sécurité de l'emploi et l'extension des libertés syndicales.

## AU COURS D'UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

# l'avenir du bassin ferrifère lorrain

Le rôle de la sidérurgie dans la vie d'une grande nation moderne est la clé qui commande la vie économique du pays.

En 1962, les seuls départements de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle ont produit :

— 95 0/0 du minerai de fer extrait en France ;

— 76 0/0 de la fonte coulée par les hauts fourneaux du pays ;

— 65,8 0/0 de l'acier brut fabriqué par l'industrie sidérurgique française.

Ces quelques chiffres montrent que l'avenir du bassin ferrifère lorrain n'est pas seulement un problème régional, ni même un problème économique et humain, mais aussi un problème d'intérêt national qui concerne l'ensemble des couches de la population de ce pays.

Pour « briser le mur du silence » de la presse dite « grande » et de la R.T.F., pour alerter l'opinion publique, les mineurs de Trieux — qui occupent le fond depuis le 14 octobre — tenaient le 3 décembre une conférence de presse.

En présence d'une nombreuse assistance — on remarquait les représentants du P.S.U., du P.C.F., de la C.F.T.C., de la C.G.T., etc., venus manifester leur solidarité aux mineurs en lutte — Albert Balducci, au nom de la délégation, a exposé les raisons pour lesquelles les mineurs de Sancy à Trieux, « d'un commun accord, licenciés ou non, avec le soutien de leurs femmes, l'appui de toute la population et des commerçants, des élus locaux (le maire de Trieux accompagnait la délégation) ont choisi la forme de lutte la plus difficile, la plus dure : l'occupation du fond ».

Après leur marche sur Paris, les mineurs de fer avaient suspendu leur

action parce que les licenciements avaient été suspendus. Avec l'accord du Pouvoir, le patronat minier reprend et accentue les licenciements. Les mineurs avaient donc non seulement le droit mais le devoir de reprendre leur action. Et Balducci accuse :

« Cette grève pouvait être évitée si on avait tenu compte des recommandations de la table ronde. Les organisations syndicales ont signalé aux pouvoirs publics un certain nombre de mines où il y avait possibilité d'embauchage, la direction de ces mines s'y opposait ouvertement. »

Il a fallu quarante-huit jours de grève pour obtenir qu'une dizaine d'exploitations consentent à reclasser trente-deux mineurs de la mine de Trieux sur les deux cent cinquante-huit licenciés, lesquels sont la seule ressource de 50 0/0 de la population d'une cité de trois mille habitants.

La reconversion signifie toujours une régression sociale et cela explique le peu d'enthousiasme des mineurs de fer pour une opération dans laquelle ils ne peuvent être que des dupes.

Les solutions sont d'ordre économique, technique et social.

— D'ordre économique, par l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs, le déblocage des crédits importants pour la réalisation de l'équipement du pays et par une politique commerciale intelligente avec tous les pays sans exception.

— D'ordre technique, par la création d'usines d'enrichissement de notre minerai, d'usines de transformation, de biens d'équipement, etc., qui permettraient l'utilisation de milliers d'ouvriers, de techniciens et d'ingénieurs.

Pour ne prendre que l'exemple de la Lorraine, la plus grande partie de

## Les mineurs de Trieux posent le problème de

# l'équipement des mines et des usines

est de fabrication étrangère et vient des pays importateurs de notre minerai : Belgique, Luxembourg, Allemagne.

— D'ordre social, par l'indemnisation des journées chômées, indemnités aux fils de mineurs sans emploi qui suivent une formation professionnelle ou des études prolongées.

— Formation professionnelle accélérée aux mineurs effectuant moins de 40 heures par semaine pour les adapter aux emplois nouveaux dans la profession.

— Avancement de l'âge de la retraite avec départ dès les 30 années accomplies.

Poursuivant sa démonstration, Balducci déclare : « Les patrons peuvent faire les frais des mesures de reconversion », et il donne des chiffres.

La nationalisation des mines de fer et de la sidérurgie permettrait de fournir des produits sidérurgiques et métallurgiques meilleur marché à la S.N.C.F., à l'E.D.F., à la Régie Renault, etc., alors qu'actuellement nous fournissons au secteur privé ; le charbon, l'électricité, le gaz, les transports à des tarifs préférentiels, tandis que le patronat de la sidérurgie vend ses produits au secteur nationalisé au prix fort.

La nationalisation des mines de la sidérurgie permettrait de constituer une masse unique de production, de mieux orienter cette production. Par la suppression des intérêts concurrents et divergeants des sociétés capitalistes, elle permettrait une plus juste répartition des commandes et des effectifs.

Mais cela, et les mineurs commencent à le comprendre, seul le renversement du régime gaulliste permettra de le mettre à l'ordre du jour.

Claude Lavezzi.

## COUP DE FORCE PATRONAL A LA R.B.V. (outillage de haute précision)

### UNE NOUVELLE ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE

Le scandaleux licenciement — pour « grève illicite » — de 220 ouvriers, employés et techniciens, soit 80 0/0 du personnel de la R.B.V., a provoqué une réaction unanime des travailleurs du XX<sup>e</sup> arrondissement et de leurs organisations. Ce coup de force constitue une atteinte directe aux libertés ouvrières et plus précisément au droit de grève dans le secteur privé. Cette affaire est donc appelée à avoir des répercussions dans la région parisienne, car elle intéresse l'ensemble du mouvement ouvrier.

La R.B.V. est une entreprise métallurgique de moyenne importance qui dépend du groupe Floirat. Elle est formée de deux sociétés : la « Société Nouvelle de l'Outillage R.B.V. », 13, passage des Tourelles, Paris (XX<sup>e</sup>), et une filiale récemment créée — et de moindre importance — la « Mécanique R.B.V. », installée au même endroit.

Le 19 novembre 1963, la direction licencie pour faute professionnelle un ouvrier de la « Mécanique R.B.V. » qui avait « loupé » une pièce. Ce licenciement, en contradiction manifeste avec le règlement intérieur et les usages, provoque une réaction immédiate du personnel : un débrayage est décidé ; il a lieu entre 17 h 30 et 18 h 30. Le lendemain, à 11 heures, devant le refus réitéré de la direction de revenir sur sa décision, le personnel de la « Mécanique » débraye de nouveau. L'émotion gagne rapidement l'« Outillage » et à 14 heures l'ensemble du personnel est en grève. Le 21 novembre, la grève continue dans les deux entreprises. Le président-directeur général des deux sociétés, M. Tiblé, maintient la décision du licenciement.

Le 22 novembre, à 7 h. 30, lorsque le personnel de l'« Outillage R.B.V. » arrive devant l'entreprise, il trouve les portes closes, gardées par des forces de police et une note affichée devant la porte :

« Le personnel de l'« Outillage

R.B.V. » ayant participé à une grève illicite, a commis une faute lourde qui nécessite son licenciement. »

La « thèse » de la direction est la suivante : l'ouvrier licencié pour faute professionnelle appartenait à la « Mécanique R.B.V. » et le personnel de l'« Outillage » n'avait pas à s'en mêler. La grève était donc « illicite » et constitue une « faute lourde ».

Ce coup de force minutieusement préparé (la direction avait créé depuis quelques mois un climat d'inquiétude en faisant état de difficultés économiques) est caractéristique à bien des égards :

1°) La direction de la R.B.V. n'est pas une direction « dure » ou « archi capitaliste ». Le personnel bénéficiait au contraire d'avantages importants et était relativement favorisé. Par ailleurs, le groupe Floirat qui détient la majorité à la R.B.V. est important ; il est lié à la Banque de l'Indochine et contrôle « Images et Son ».

2°) La métallurgie est un secteur clé de l'action ouvrière dans la région parisienne.

3°) La direction a choisi l'atelier le moins important pour frapper un premier coup.

4°) Enfin, le thème choisi pour justifier le licenciement massif de l'« Outillage R.B.V. » — qui, rappelez-le, groupe la majorité du personnel ouvrier — montre que le patronat est décidé à porter dans le secteur privé l'offensive contre le droit de grève lancée par le pouvoir dans le secteur public.

Il s'agit donc d'un coup de sonde, d'un test dont le résultat peut avoir des conséquences très importantes pour les ouvriers de la métallurgie parisienne et même pour l'ensemble de la classe ouvrière.

Les organisations ouvrières et démocratiques du XX<sup>e</sup> arrondissement ne s'y sont d'ailleurs pas trompées :

à l'initiative des syndicats (C.G.T., C.F.T.C., F.O., S.N.I.), un comité de soutien et d'action a été constitué ; il groupe les sections du XX<sup>e</sup> du P.S.U., du P.C., de la S.F.I.O., du parti radical et même du M.R.P., les Amis de « Témoignage Chrétien », la Ligue des Droits de l'Homme, le Mouvement de Libération Ouvrière, etc. L'U.N.E.F. a décidé d'apporter son appui. Par ailleurs, diverses personnalités ainsi que les prêtres catholiques du quartier ont manifesté leur émotion.

Le comité de soutien a pris des premières mesures pour alarmer l'opinion et organiser la solidarité : des tracts ont été distribués, une première collecte a eu lieu dimanche 8 décembre, une conférence de presse a eu lieu mardi 10 décembre, enfin mercredi 11 une délégation du comité a demandé une audience au ministre du Travail et des délégations de travailleurs et d'organisations du XX<sup>e</sup> sont venues manifester leur émotion à la mairie du XX<sup>e</sup>.

Le pouvoir est donc mis en cause. Il faut noter à ce sujet que l'attitude de l'inspection du travail a été plus qu'ambiguë : son représentant s'est contenté de conseiller aux ouvriers de s'inscrire au chômage. Par ailleurs, le rôle des forces de police le 22 novembre et le 8 décembre (lors de la collecte) montre qu'il ne faut guère s'attendre à une prise de position du pouvoir en faveur des ouvriers licenciés. D'ailleurs, la R.B.V. est liée au secteur public par bien des liens.

La 20<sup>e</sup> section du P.S.U. a apporté dès la constitution du comité de soutien l'appui total de ses militants aux ouvriers de la R.B.V. Son représentant au sein du comité a insisté sur la nécessité de faire appel à la solidarité active de la classe ouvrière, et d'organiser des actions qui entraînent la masse des travailleurs. Il est clair en effet que la direction de la R.B.V. ne fera machine arrière que si la pression exercée par les travailleurs est suffisante.

Cinéma

CHATEAU EN SUÈDE

de Roger Vadim



On n'en finit pas de dénouer rubans et faveurs roses : Jean-Louis Trintignant et Françoise Hardy.

S'IL est un reproche que l'on ne saurait faire à Roger Vadim, c'est bien de ne pas soigner les génériques de ses films. C'est un art où il est passé maître, depuis ses premières œuvres.

Sans doute ces images préliminaires où s'inscrivent tour à tour titre, distribution et précisions techniques ressortissent-elles plus aux procédés de l'emballage qu'à ceux de la narration, mais on aurait tort de se récrier : un beau paquet, après tout, n'a jamais déprécié un produit manufacturé. Encore faut-il que ce produit ait quelque grâce ou quelque utilité...

L'ennui, avec « Château en Suède » c'est qu'on n'en finit pas de dénouer rubans de soie et faveurs roses. Passe-temps agréable quand on a du temps à perdre... Avec la dernière œuvre de Vadim vous passerez 90 minutes dans une luxueuse confiserie où l'on vous invite avec beaucoup de délicatesse à suçoter les sucreries baroques de la sottie « nouvelle vague ». Papiers dorés et cristal de Bohême, fleurs de givre et jabots de dentelle, meubles de style et délire étudié, tout y est ainsi que les mots d'auteur, un valet en livrée et un goût exquis de la perversité.

Comme tous les interprètes ont beaucoup de talent, de Jean-Louis Trintignant à Françoise Hardy, en passant par Monica Vitti, Suzanne Flon, Jean-Claude Brialy et Curd Jurgens, on en redemanderait presque... si l'on n'avait pitié des ouvrières. Les pauvres ! elles ont déjà tant de mal à écouler leur stock de crèmes glacées et de caramels mous.

Jean-Jacques Vernon

Livres

LES MOTS

de Jean-Paul Sartre

SARTRE vient de publier, dans les numéros 209 et 210 des « Temps Modernes », le récit autobiographique de son enfance. Ce court texte (environ deux cents pages) est écrit d'une plume mordante, dans le style de la conversation. Mais derrière le style parlé, la pensée de Sartre apparaît clairement : sa manière de saisir les faits, de décortiquer une situation, d'ouvrir une perspective.

Sous le regard de Sartre, l'innocence disparaît. Le « naturel » devient une façon particulière d'assumer une situation sociale. Ainsi, tout en racontant son enfance, il décrit la façon de vivre des bourgeois, au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Au début de ce siècle donc, un officier de marine épousa une demoiselle Schweitzer (parente d'Albert Schweitzer, dont on sait la carrière), et vécut le temps de lui faire un enfant : Sartre. La jeune mère retourna chez ses parents, de sorte que le petit Sartre fut élevé par son grand-père, un Alsacien réfugié en France. Sa barbe blanche le faisait ressembler à Dieu, mais il se prenait pour Victor Hugo.

Ce grand-père, pour échapper à l'angoisse de la mort, transformait le moindre événement en miracle, de sorte que le petit Sartre fut élevé dans l'émerveillement quotidien. Tout était prétexte à surprises, à petites cachotteries, grandes révélations... Avant même de faire quoi que ce soit, il était prédestiné. Marqué par cette ambiance, Sartre, durant quarante ans, se sentit tenu à justifier le destin dont son grand-père l'avait investi.

Mais en même temps que le destin, le grand-père lui transmet sa façon de concevoir la vie, laquelle devait tout à la défaite de 1870. « L'agressivité nationale et l'esprit de revanche faisaient de tous les enfants des vengeurs », écrit-il.

Si on veut ramener le récit à sa plus simple expression on peut dire que Sartre raconte comment on fabrique des hommes qui se croient investis d'une mission, et qui passent ensuite leur existence à chercher le salut. Ainsi, on n'écrit pas pour changer la vie, mais pour devenir un être exceptionnel, hors pair, éternel. « Depuis à peu près dix ans, conclut Sartre, je suis un homme qui s'éveille, guéri d'une longue, amère et douce folie et qui n'en revient pas et qui ne sait plus que faire de sa vie. Je suis redevenu le voyageur sans billet que j'étais à sept ans. »

La moralité que Sartre a mis dans son récit, c'est qu'il est bouffon de chercher à donner à ses actes une résonance mystique. On écrit, on travaille, mais ce n'est pas une justification, ni un salut. Ce n'est que la civilisation bourgeoise qui gonfle l'existence avec des prolongements mythiques.

Le récit de Sartre, plein d'un humour cruel et d'un attendrissement poétique laisse pourtant plusieurs questions en suspens. D'abord, cette méditation sur la façon de mener authentiquement sa vie, ne donne pas de réponse positive. Sartre décrit négativement comment on se laisse induire en erreur, et comment on cherche dans la vie ce qu'elle ne recèle pas. Pour un autre livre il nous promet la description du chemin qui l'a mené de l'illusion à l'authenticité.

Cette séparation entre l'illusion et l'authenticité, telle qu'elle se dégage du récit, ne cadre pas avec ce que Sartre a écrit auparavant, du temps où il définissait la vie comme une « passion inutile ». La question reste donc en suspens : dans la société actuelle, peut-on mener une vie authentique, c'est-à-dire, s'installer dans la vérité ?

Attendons le prochain livre pour avoir la réponse.

Olivier Lecoq

● NE PAS CONFONDRE. — Une malheureuse coquille nous a fait associer dans notre numéro 171, le nom de M. Del Duca aux Presses de la Cité, maison éditrice des « Volontaires ». Cet ouvrage de Saint-Loup qui se présente comme une apologie du nazisme. Nous prions nos lecteurs et M. Del Duca de bien vouloir pardonner cette regrettable confusion.

Théâtre

SCENOGRAPHIE NOUVELLE

UNE pièce de Gorki, au T.N.P., une d'Hochhuth, à l'Athénée, cette dernière susceptible de provoquer quelques polémiques à propos de l'attitude de Pie XII lors de l'extermination des israélites, tels seront les points marquants de cette fin d'année, pour le cas — du moins, où — l'ordre de grève des directeurs serait rapporté.

En attendant, signalons deux publications intéressantes concernant précisément le théâtre. Scénographie nouvelle est un numéro spécial de la revue « Aujourd'hui ». Jacques Poliéry dresse un inventaire détaillé des arts du spectacle. Le point de vue qui ouvre la publication peut se résumer ainsi : le spectateur attend de chaque art qu'il lui exprime sa totalité à travers un langage technique usant de ses acquisitions les plus récentes. C'est en usant au mieux de ces moyens techniques, en les conjuguant, que le metteur en scène scénographe crée. Télévision, cinéma, théâtre, Poliéry veut montrer à travers toutes les disciplines artistiques que l'œuvre d'art devient avant tout aujourd'hui l'expression idéale du technicien. Idée

discutable, on s'en doute. L'intérêt réside dans l'abondance d'une documentation réunie pour la première fois au monde (1).

« Documents pour le costume de théâtre » que l'U.F.O.L.E.A. (2) fait paraître part d'une toute autre démarche. Il s'agit de présenter aux animateurs de théâtre amateur un fichier détaillé proposant des solutions pratiques à leurs problèmes de décoration. Les auteurs ont voulu éviter le catéchisme ou le plat réalisme en présentant des dessins stylisés, inspirés par une documentation rigoureuse. Le résultat est plus que satisfaisant. Les animateurs de troupe, les militants d'associations trouveront ici une documentation sérieuse.

E. C.

(1) 25 francs.  
(2) 12 francs, U.F.O.L.E.A., 3, rue Récamier, Paris (7<sup>e</sup>).

MUSIQUE

INITIATIVES

LA maison « Fontana » publie tous les mois un disque de musique classique. Celui de ce mois est consacré à Jean-Christien Bach qui est un des nombreux fils de Bach. Deux symphonies, une symphonie concertante et un concerto pour clarinette figurent sur ses deux faces. Bon chef, très bons solistes c'est un disque dont le prix modique n'exclut pas la qualité.

Dans la collection économique « Magie du son », « Philips » donne un très bon disque avec le célèbre « Adagio » d'Albinoni, de Mozart « Adagio et Jugué K 546 » qui avait disparu du catalogue, et deux charmants concertos de Vivaldi l'un pour deux flûtes et l'autre pour deux mandolines.

Le disque de la quinzaine

Le « Gloria » de Vivaldi. Il s'agit d'une messe inachevée. Je n'hésite pas

à vous dire que je la considère comme une œuvre majeure de son auteur. Elle commence comme un concerto pour deux trompettes, mais dès l'entrée des voix vous trouverez alternés, la rugosité de Beethoven avec le côté théâtral de Mozart, mais aussi le côté pathétique de Bach. Deux enregistrements se disputent vos suffrages. Celui de Jouve (Ducretet 25 cm) avec une interprétation dynamique donne bien des alternances que j'ai indiquées. Celui de Couraud (Vox 30 cm) est plus austère et cherche à donner une interprétation proche de Bach. Le Stabat Mater et un motet accompagnent le Gloria, ils sont très bien enregistrés, et cette version parfaitement honorable est plus économique malgré un prix d'achat plus élevé. Personnellement je préfère l'enregistrement de Jouve.

Pierre Bourgeois.

“ DETECTIVE STORY ”

de William Wyler

QUE William Wyler soit un faiseur habile, il suffirait pour s'en convaincre de voir (ou de revoir) « Detective Story ». Dix ans ont passé depuis la sortie de ce film : il nous revient aujourd'hui avec cette légère couche de patine qui donne un certain charme aux choses communes.

Wyler a, ici, tombé la veste au milieu d'un commissariat de quartier, dans une quelconque grande ville américaine. Parmi les flics à grosses bretelles qui s'affairent autour du fretin habituel, sa caméra saisit soudain un cas de conscience : celui de l'inspecteur Mac Leod (Kirk Douglas) qui s'acharne avec une joie sadique sur un médecin marron (George Mac Ready). Comme par hasard, la propre femme de Mac Leod (Eleanor Parker) a eu recours un jour au services de l'avorteur.

C'était bien sûr avant que la jolie personne ait fait la connaissance de son puritain de mari. La révélation de la vérité par le lieutenant Monaghan (Horace Mac Mahon) provoquera le drame. Cela nous vaut d'excellentes séquences de théâtre filmé, avec de remarquables notations de style documentaire, mais également un souci un peu trop voyant du pittoresque.

J.-J. V.

ENTRE DEUX FEUX

● TOUTES GRIFFES DEHORS de Wade Miller. Un vétérinaire joue les détectives pour sauver une jeune fille menacée. Les animaux jouent un grand rôle (Presses de la Cité).  
● AMOUR, SANG ET ZIBELINE de Ange Bastiani. Une jolie femme, un meurtre, du chantage, mais aussi un homme d'action qui sortira tout le monde d'un mauvais pas (Presses de la Cité).  
● 36<sup>e</sup> DESSOUS de Paul Gerrard. Un grand savant est kidnappé. Sa jeune et jolie femme jouera les détectives pour le retrouver... (Presses de la Cité).

# AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET LUTTES SOCIALES

Réunis au sein du « Cercle Populaire d'Etudes », un certain nombre d'amis de la région du Sud-Ouest viennent de publier un rapport fort intéressant sur la nécessité de l'expansion régionale. Ils se sont plus spécialement attachés à définir les causes du sous-développement de la région Midi-Pyrénées et ils ont, en conclusion de leurs travaux, tenu à bien préciser leur opinion sur l'importance prise, à l'heure actuelle, par ce qu'il a été convenu d'appeler « l'aménagement du Territoire ».

Au moment où l'Assemblée nationale vient d'aborder ce débat, selon les méthodes propres au régime gaulliste, c'est-à-dire en imposant des solutions sans qu'elles aient été préalablement étudiées par les organismes syndicaux ou les collectivités politiques et économiques qui y sont directement intéressées, il nous a paru nécessaire de tenir nos lecteurs informés de cette étude réalisée selon notre conception d'une « démocratie socialiste ».

**D**EPUIS 1950, on parle de l'Aménagement du Territoire. Mais l'attention ne s'y est presque exclusivement portée qu'à l'occasion des effets des problèmes posés quand ceux-ci sont apparus brusquement dans leur gravité. L'analyse et l'étude de ces causes de ces problèmes ont été négligées.

## Statistiques du XIX<sup>e</sup> siècle

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la France a vécu dans un cadre protectionniste et dans l'inflation, qui ont masqué les données fondamentales des problèmes économiques. De plus, l'économie française a été jugée en fonction des chiffres globaux de la production et de la consommation, et non de la répartition géographique de ses activités. Certes, cette tendance n'était pas spécifiquement française et nous la retrouvons depuis quelques années dans tous les traités d'unification économique de l'Europe. On a oublié que les chiffres n'ont pas la même signification dans toutes les régions, dans tous les pays. Il ne suffit pas en effet de savoir combien un pays produit de tonnes de charbon ou de quintaux de céréales, il faut également savoir dans quelles conditions il les produit ; répartition géographique, productivité et rentabilité des entreprises, conditions des travailleurs, etc... Car il est facile d'additionner les productions de blé du Nord où les rendements dépassent 65 quintaux à l'hectare, et celles des cantons montagneux du Sud-Est ou du Massif-Central où les rendements sont souvent dix fois inférieurs, pour en faire une moyenne nationale. Mais oublier que les conditions de travail et de vie du paysan du plateau central ne sont pas comparables à celles du paysan de la Beauce ou du Nord et que leurs réactions ne peuvent pas être les mêmes, c'est masquer les problèmes qui ne manqueront pas un jour de se poser dans toute leur acuité, celle de la nécessité d'un réaménagement.

Si l'on parle aujourd'hui d'Aménagement du Territoire, affirmant qu'il ne peut se faire que par l'intervention de l'Etat, c'est que ce qui a été réalisé jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale par l'Economie libérale s'est avéré insuffisant ou inexistant. Il est ainsi apparu sans discussion aucune, que laisser faire l'initiative privée aboutirait à l'accentuation des disparités géographiques, les zones riches continuant à avoir tendance à s'enrichir, et les zones pauvres à s'appauvrir, ce qui équivaut à reconnaître que tous les déséquilibres régionaux sont une résultante de la nature même du libéralisme.

## Contre une centralisation dévorante

Certes, la localisation dans le Nord de la France des grands gisements charbonniers et métallurgiques constitue une cause des disparités régionales que connaît la France. Mais le malthusianisme de l'entre-deux-guerres en est une cause non moins importante. Cependant, la cause essentielle parce qu'originelle de ces

disparités est le caractère même de l'économie libérale qui n'est autre que la loi du profit et de la concentration capitaliste. (C'est cette loi qui a tout naturellement permis l'utilisation du gaz de Lacq, non sur la région de production, mais dans des régions à forte concentration industrielle.) Ce n'est que par le biais des interventions des pouvoirs publics dans le domaine économique que l'on peut s'attaquer à la centralisation dévorante et provoquer un renouveau régional. Ce qui ne pose aucun problème en économie dirigée et d'autant plus en économie socialiste, ne peut se concevoir dans le cadre de l'économie libérale.

## Le gouvernement et l'Aménagement du Territoire

La question de l'Aménagement du Territoire est donc à l'ordre du jour. Le mouvement des travailleurs vers l'Est et le Nord, la grève de Decazeville, l'agitation des départements bretons ont préparé des sections plus larges de l'opinion à comprendre ce problème, parce qu'il les touche matériellement, parce qu'il a cessé d'être une affaire de spécialistes. Les dirigeants les plus éclairés du capitalisme moderne sentent le danger. Beaucoup d'entre eux acceptent et réclament aujourd'hui une planification de plus en plus rigide qu'ils refusaient catégoriquement par principe il y a seulement 10 ou 15 ans. Ils sont de la même manière portés à se préoccuper plus sérieusement du problème de l'Aménagement du Territoire. Il est significatif en effet que le comité dit des plans régionaux, qui avait été créé le 31 décembre 1958 pour assurer l'établissement de ces plans et leur coordination dans le cadre du Plan national et de la politique d'aménagement du territoire vienne, par un décret paru début août 1963 au « Journal Officiel » d'être remis à jour en fonction notamment de la création des délégations de l'aménagement du territoire et au district de Paris. Rappelons aussi que c'est cette année, le 27 mars, que la Commission Nationale de l'Aménagement du Territoire a été installée par le Premier ministre. Instituée auprès du Commissaire général au Plan, cette Commission a pour mission de l'assister dans la nouvelle tâche qui lui a été confiée : « procéder aux études concernant la conception de l'aménagement du territoire et intégrer leurs conclusions dans les plans de développement économiques et sociaux ». Il y a un grave danger pour les dirigeants du capitalisme moderne en place, à laisser trop s'aggraver les disparités régionales. Pompidou affirme : « Notre préoccupation étant d'assurer à toutes les régions un développement harmonieux et parallèle, nous souhaitons que vous vous penchiez sur le cas le plus intéressant, c'est-à-dire celui des régions qui connaissent, ont connu ou risquent de connaître un retard » (27 mars) — aux membres de la Commission. Il est prêt avec son équipe à se donner le beau rôle si cela est nécessaire. Il pourra affirmer la responsabilité de l'opinion publique, qui peu avertie de la gravité des problèmes, n'a apporté aucun soutien aux promoteurs, ou encore s'en prendre à certains intérêts privés ou corporatifs qui préfèrent les facilités du malthusianisme aux risques de la lutte. Ce

n'est pas la première fois que le capitalisme aujourd'hui gaulliste se heurte aux intérêts de secteurs capitalistes moins avancés (cf. guerre d'Algérie).

## Un aspect du « contre-plan »

Ce serait une grave faute de la part des organisations des travailleurs de laisser l'initiative aux hommes du pouvoir dans cette question importante. Il leur faut intervenir, poser les problèmes en fonction de leurs intérêts de classe et des exigences d'une économie moderne. L'élaboration du V<sup>e</sup> Plan doit être l'occasion pour les organisations ouvrières et paysannes et de travailleurs intellectuels, de regrouper leurs forces en fonction d'objectifs communs, tels qu'un véritable aménagement du territoire conforme à leurs intérêts. Ce serait là à la fois un excellent moyen de contester la politique patronale et gouvernementale tant économique et sociale qu'internationale, de populariser les données de l'injustice sociale, de montrer le gaspillage à côté du sous-développement et de besoins essentiels non satisfaits, enfin de faire la preuve de la maturité des classes travailleuses et de préparer leur unité. S'abstenir serait dangereux et permettrait au gouvernement de tirer bénéfice d'opérations démagogiques, de mettre en chantier si cela est nécessaire quelques opérations spectaculaires d'aménagement, d'apparaître comme plus moderne que son opposition ou plutôt ses oppositions.

## Les luttes sociales de demain

Il est d'autres occasions que la lutte à l'occasion du V<sup>e</sup> Plan, pour populariser la volonté des travailleurs dans le domaine de l'aménagement du territoire. Elles ne sont pas moins essentielles. Il y a eu la grève de Decazeville, qui a vu par exemple pour la première fois dans le Sud-Ouest des manifestations groupant ouvriers et paysans. Il faut bien avouer que la grève des mineurs, si elle a été très importante par la démonstration de force qu'elle constituait, a aussi été d'une certaine façon un recul par rapport à celle de Decazeville. En effet, aucune organisation syndicale et politique n'a mis le doigt sur le fond du problème. La classe ouvrière s'est battue à cette occasion en ordre dispersé et n'a pas su unir les objectifs des mineurs des houillères à ceux des travailleurs de Lacq ou des mineurs de fer de Lorraine, en posant par exemple en particulier le problème de l'Aménagement du Territoire, ou celui de l'organisation du secteur nationalisé. Cet effort difficile n'a pas été entrepris. Très vite, le gouvernement a su tronçonner la grève et isoler les mineurs. Il n'y a pas eu de liaison régionale par exemple entre les mineurs de Carmaux et les travailleurs de Lacq, ensemble en grève au début. Il faut tenir compte de cet échec pour l'avenir, il faut tirer la leçon de ces événements, préparer dès maintenant patiemment, au niveau de la prise de conscience des travailleurs (et d'abord de leurs cadres), de leur organisation et de leur stratégie, les luttes de demain. C'est un immense travail qui ne fait que commencer.